



Commune d'ECCICA SUARELLA

CARTE COMMUNALE 10.01.08 RAPPORT DE PRESENTATION



LE PREFET

Pour le Préfet
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Patrick DUPRAT

Approuvée par arrêté préfectoral
n° 08-0158 du 20 FEV. 2008



Approuvée par Délibération du
Conseil Municipal du
24 janvier 2008

Albert ALLIGORIDES – architecte-urbaniste

SOMMAIRE

BUT DE LA CARTE COMMUNALE	5
CHAPITRE 1 : ETAT INITIAL	6
LA COMMUNE DANS SON BASSIN DE VIE	7
SUPERFICIES	9
PATRIMOINE NATUREL & HISTORIQUE	11
LE MILIEU PHYSIQUE	11
LE MILIEU BIOLOGIQUE	14
PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	18
PATRIMOINE ARCHITECTURAL	20
PATRIMOINE PAYSAGER	22
DONNEES SOCIO DEMOGRAPHIQUES & ECONOMIQUES	23
DEMOGRAPHIE	23
ACTIVITES ECONOMIQUES	25
EQUIPEMENTS & SERVICES	26

OCCUPATION DES SOLS	28
DOCUMENTS D'URBANISME PRE-EXISTANTS	28
CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE	29
PARC IMMOBILIER	30
DEMANDE DE PERMIS	30
INFRASTRUCTURES	31
ENJEUX & ORIENTATIONS	38

CHAPITRE 2 : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

DEMOGRAPHIE	41
ACTIVITES	41

CHAPITRE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX

HABITAT	44
SECTEURS URBANISES	45
ETAT DES SURFACES URBANISEES	48
EQUIPEMENT	48

CHAPITRE 4 : ENVIRONNEMENT & PROTECTION

PAYSAGE	51
IMPACT DE L'URBANISATION	52

ANNEXES	54
ANNEXE 1 : ARRETE PREFECTORAL N° 98-1384 RELATIF AUX MESURES D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE	55
ANNEXE 2 : CODE RURAL LIVRE 1	56
ANNEXE 3 : CODE FORESTIER	57
ANNEXE 4 : CODE DE L'URBANISME ZONE MONTAGNE	58
ANNEXE 5 : ELEMENTS POUR UN ZONAGE AGRO SYLVO PASTORAL	59
ANNEXE 6 : ARRETE N° 99-1576 DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION	60
ANNEXE 7 : ZONE D'ASSAINISSEMENT (ETUDE TPA) PM	61

BUT DE LA CARTE COMMUNALE

La Carte Communale est l'occasion pour la Commune de réfléchir à son devenir en définissant des principes simples d'aménagement. Elle délimite les secteurs où les permis de construire peuvent être délivrés.

Dans la commune, s'applique le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

CHAPITRE 1 :

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1- PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE DANS SON BASSIN DE VIE

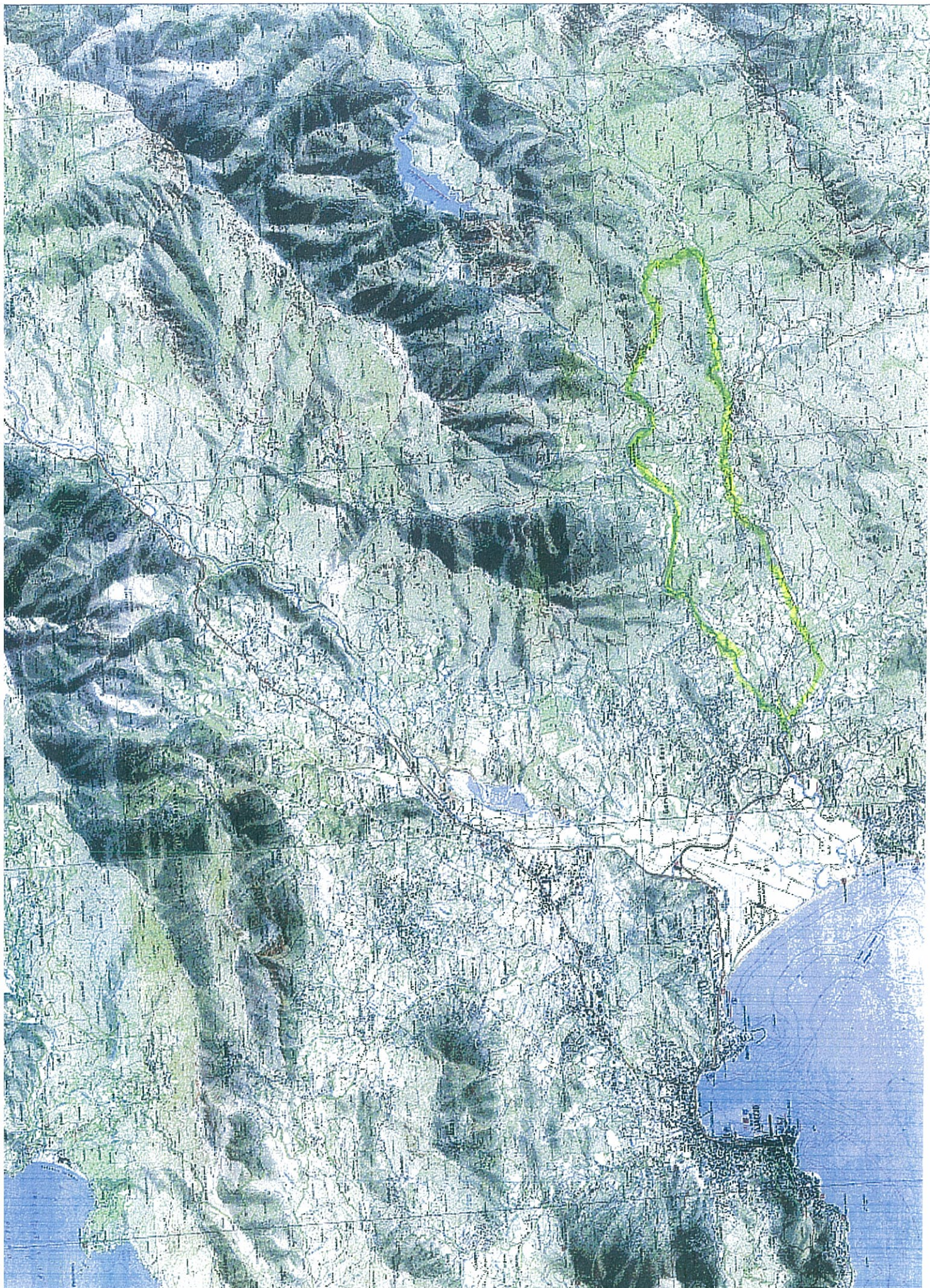
- La Commune d'Eccica Suarella fait partie du « bassin de vie du Grand Ajaccio ».

La Commune se caractérise par une moitié ouest de la commune en zone périurbaine d'Ajaccio (densité 89 hab/km², forte part de jeunes, hausse démographique).

Quant à l'autre moitié, elle fait partie d'une zone intermédiaire (faible densité 34 hab/km²).

La ville d'Ajaccio représente 70% de la population de son bassin de vie, et est en situation attractive pour les communes limitrophes, dont Eccica Suarella.

De 1990 à 1999, la commune d'Ajaccio a toutefois perdu 6000 habitants au profit des communes limitrophes.



- Administrativement, la commune fait partie du canton de Bastelica.

Elle s'inscrit dans la « communauté de communes de la vallée du Prunelli », qui regroupe les communes du canton et Bastelicaccia. Elle a pour compétences d'aménager l'espace communautaire et en développer l'économie d'intérêt communautaire :

- services : ramassage des poubelles, tri sélectif, voiries, éclairage public...
 - aménagement de l'espace et prise en compte du cadre de vie
 - développement du tourisme.
- La commune est composée de 2 hameaux à l'habitat ancien ECCICA et SUARELLA et de la Plaine de St Jean au développement plus récent.

SUPERFICIES

Commune		1447 Ha
	dont en forêt	251 Ha
	Agricole	414 Ha
Foncier communal		59 Ha
	dont en forêt	56 Ha
Stade		11664 m²

- Le caractère rural de la commune est indéniable, dans lequel s'inscrivent des zones agricoles et viticoles.
- Les déplacements des habitants de la Commune d'Eccica Suarella vers les deux pôles voisins : Ajaccio et Porticcio, se font principalement en voiture particulière
 - via la RN 196 jusqu'à St Joseph – Ajaccio d'une manière aisée, les routes sont d'un bon gabarit : doubles voies dans la plaine de Campo dell'Oro. Ensuite se posent les problèmes de circulation inhérents à la ville d'Ajaccio : manque de parkings, circulation mal commode.
 - via la D55 jusqu'à Porticcio. Cette dernière est frappée d'une limitation de vitesse à 50 km/h sur plus de 50% de son tracé, pénalisant le déplacement.

Les enfants scolarisés bénéficient du ramassage scolaire jusqu'aux divers établissements.

27 élèves sont amenés sur les lycées d'Ajaccio, 37 sur le collège de Porticcio.

2- PATRIMOINE NATUREL & HISTORIQUE

LE MILIEU PHYSIQUE

GEOLOGIE ET GEO-MORPHOLOGIE

La commune s'étire en longueur d'est en ouest, sur environ dix kilomètres, pour une largeur moyenne d'environ mille cinq cent mètres.

Elle est limitée au nord par le fleuve du Prunelli et un de ses affluents.

Au sud, la limite ne correspond pas à des limites naturelles particulières.

Son relief est pour l'ensemble assez accidenté, avec des sommets compris entre 250 et 538 mètres.

Notons quelques plaines étroites le long de la rivière, et une région moins accidentée à l'ouest de la commune (St Jean) à vocation de pâturages et de cultures.

Géologiquement, la commune se trouve dans la partie ancienne de la Corse, structurée pendant l'orogénèse hercynienne, à dominante de granits.

Aucun élément particulier sensible, fragile ou rare, n'a été signalé au titre de la géologie des roches apparentes ou des minéraux.

HYDROGEOLOGIE

Les zones inondables figurant à la carte des risques ont été prises en compte tant du point de vue inondation que rupture de barrage.

L'essentiel des bassins versants de la commune est tourné vers le nord, rejetant les eaux dans le Prunelli et ses affluents, rivières à caractère torrentiel.

L'important couvert végétal de la commune est un facteur positif de régulation de l'écoulement des eaux de pluie.

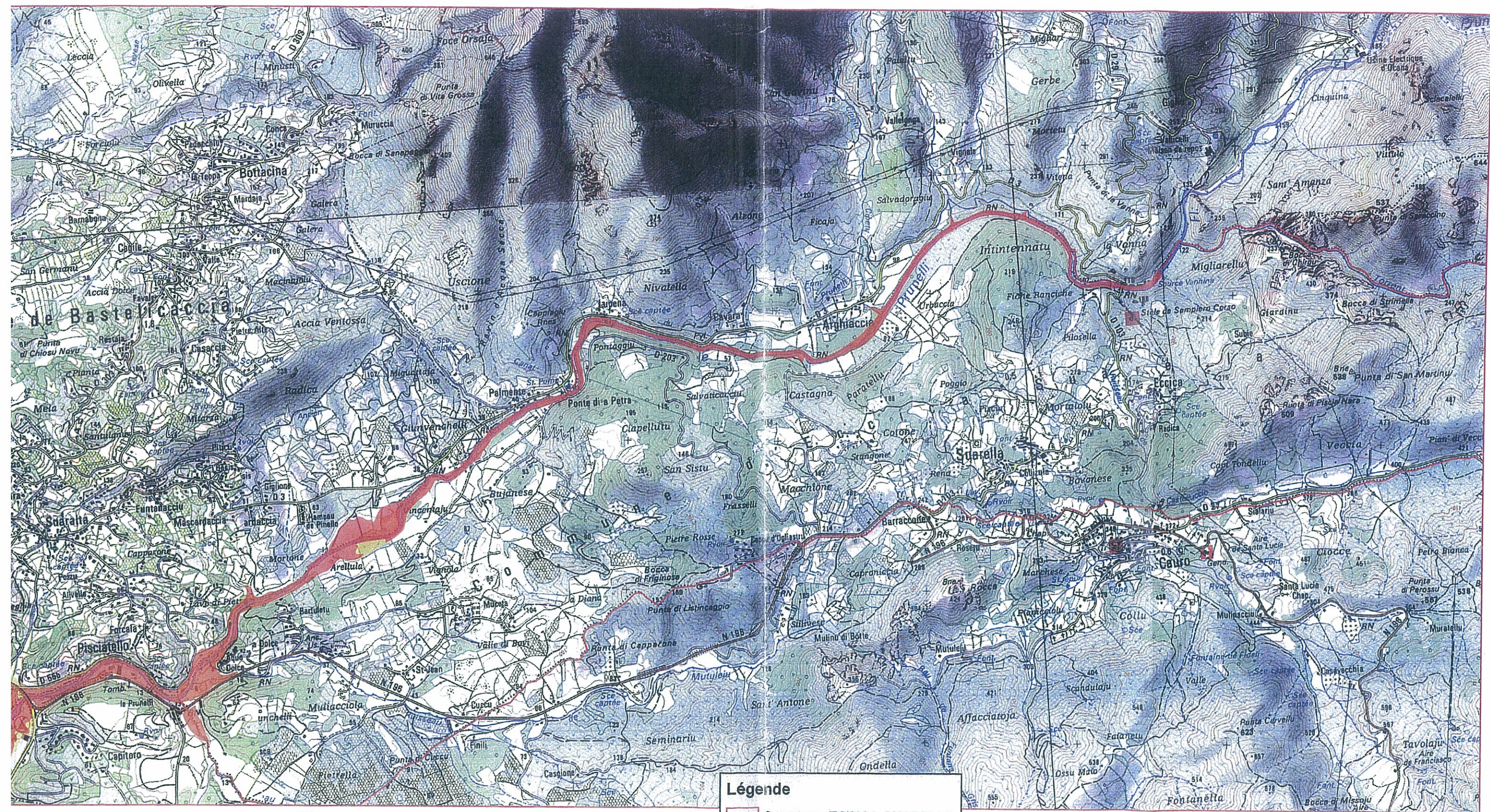
Pas d'élément particulier de fragilité à signaler.



Commune d'ECCICA-SUARELLA

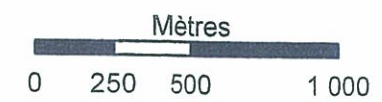
Zones inondables

Etude 009 -du PRUNELLI (Zone d'aléa)



Légende

- Commune ECCICA-SUARELLA
- Modéré
- Fort
- Très fort



LE MILIEU BIOLOGIQUE

VEGETATION

La couverture végétale est principalement composée de :

- Maquis
- Ripysilve (feuillus, aulne glutineux, saules, peupliers...)

Sont fragiles, le maquis dans son ensemble, qui recouvre l'essentiel de la commune, et cela surtout dans les parties arborescentes, et puis la forêt.








PROPOSITIONS D'ESPACES BOISES CLASSES

Commune de ECCICA SUARELLA

1/25 000

SIG DFCI 2A -ServiceEnvironnement -Forêt Janvier 2004

Porté à connaissance

-  Commune
-  Forêts soumises au régime forestier
-  Espaces boisés remarquables
-  Espaces boisés caractéristiques ou sensibles
-  Espaces boisés ayant fait l'objet de financements forestiers
-  Limite de contact zone urbanisée
-  Espace à vocation paysagère de protection des sols et /ou de production de bois



FAUNE

Une grande variété d'oiseaux nichent dans la région.

ZONES HUMIDES

Ni étang, ni marais. A signaler seulement le cours du Prunelli dans la partie des petites plaines déjà mentionnées.

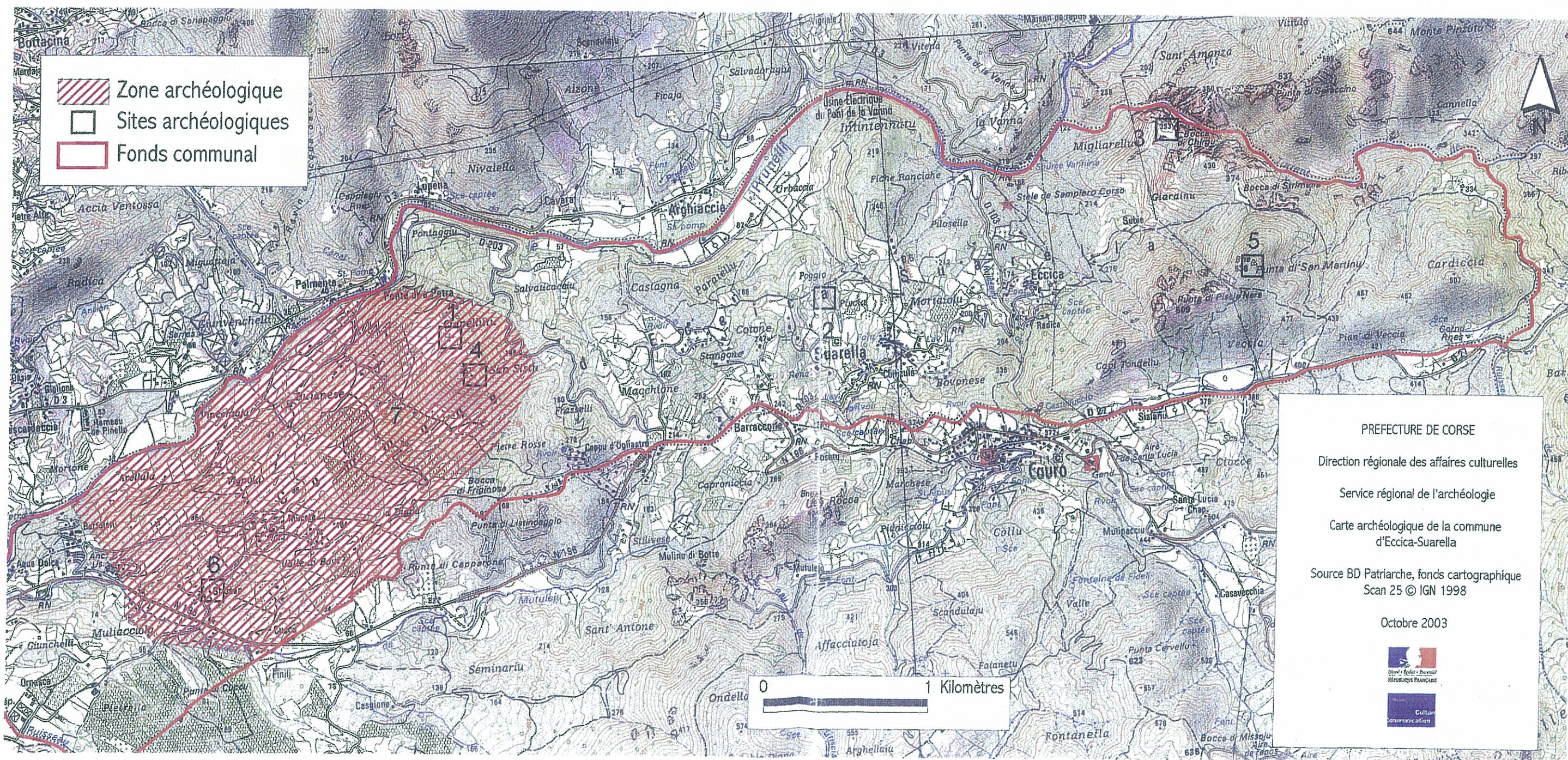
Le document « carte des risques » pour les zones inondables et de rupture de barrage est respecté et joint en annexe.

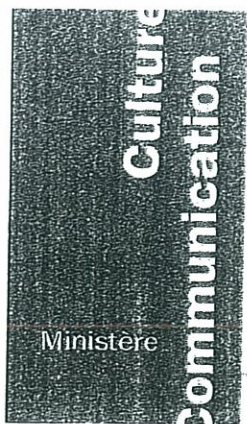
Risques incendies, sites exposés : il est à noter que le PIDAF n'a jamais été approuvé à ce jour.

PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Est joint en annexe à la présente Carte Communale, la carte archéologique de la commune reprenant les zones d'archéologie préventive.

Par contre, l'ensemble architectural ancien d'Eccica et de Suarella, groupé, homogène, mérite incontestablement que des dispositions soient prises pour sa conservation, dispositions tant réglementaires que de contrôle des permis de construire et des travaux d'entretien.





Ajaccio, le 3 décembre 2003

Le Conservateur régional de l'archéologie

à

Monsieur le Directeur régional et départemental de l'équipement.

Terre plein de la gare. B.P. 408
20302 Ajaccio cedex

Direction régionale
des affaires culturelles
Corse

Affaire suivie par
Piste
Références

F. Leandri
04/95/51/52/27
CD/ 2003/ 473 /FL/SRA

19, cours Napoléon
BP 301
20181 Ajaccio cedex 1

Téléphone 04 95 51 52 13
04 95 51 52 15
Télécopie 04 95 21 20 69

Objet : Carte des zones archéologiques concernant la commune de Eccica-Suarella (Corse-du-Sud)

P.J. : Carte archéologique de la commune au 1/25 000°, comprenant les zones archéologiques actuellement reconnues.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en l'état actuel de l'avancement de la carte archéologique, la liste des zones archéologiques qu'il convient d'inclure dans le PLU de la commune de Eccica-Suarella, afin d'assurer la protection du patrimoine archéologique.

A/ Zones archéologiques

Avant tous travaux affectant le sous-sol dans les zones archéologiques correspondant à la liste ci-après et reportées sur la carte IGN au 1/25000°, il convient de soumettre toute opération relevant du code de l'urbanisme ou du code de l'environnement à la préfecture de Corse, Direction régionale des affaires culturelles, Service régional de l'archéologie.

1 San Sisto 1	Site antique
2 Piscia	Site préhistorique
3 Castello di Giardino	Site médiéval
4 San Sisto 2	Indice de site médiéval
5 San Martinu	Indice de site médiéval
6 San Giovanni	indice de site médiéval
7 Zone archéologique de San Sisto	Indice de site antique et médiéval

Cette liste des zones archéologiques ne peut être considérée comme exhaustive. Elle fait mention des vestiges actuellement enregistrés dans la base nationale de la carte archéologique, les secteurs ainsi définis et cartographiés sont soumis aux dispositions de la loi validée du 27 septembre 1941 et de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 sur l'archéologie préventive.

B/ Insertion de la carte archéologique dans la cartographie communale de Eccica-Suarella.

Il est nécessaire que la carte des zones archéologiques soit reportée sur la carte communale. D'autre part, la mention suivante doit figurer dans le règlement de la carte communale :

« Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection, et ; le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique conformément à la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 et à son décret d'application n°2002-89 »

Références aux textes :

- Loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.
- Loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (J.O. du 15 X 1941) validée par l'ordonnance n°45-2092 du 13 septembre 1945 (J.O. du 14 IX 1945).
- Loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- Code de l'urbanisme, article R.111-3-2 (Décret n°77-755 du 7 juillet 1977, article 4) ;
- Code de la construction et de l'habitation, article L. 112-7.
- Décret n°93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques, etc. (J.O. du 26 II 1993, pages 3032 et suivantes, en particulier article 2).
- Décret n°2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (J.O. du 19 janvier 2002, pages 1192-1199).
- circulaire du 21.02.2002 n°244584 relative à l'archéologie préventive
- circulaire du 22.03.2002 n°2002/007 relative à l'archéologie préventive

Le Conservateur régional de l'archéologie



Joseph Cesari

PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Comme l'ensemble des villages corses du Sartonais et de la région d'Ajaccio d'une architecture austère (granit), la commune présente une notion d'urbanisme importante :

- Utilisation des terrains présentant des qualités d'orientation
- Relief plat
- Bâti groupé
- Notion où les habitations en mitoyen présentent des jardins en façade avant et arrière, à **conserver**

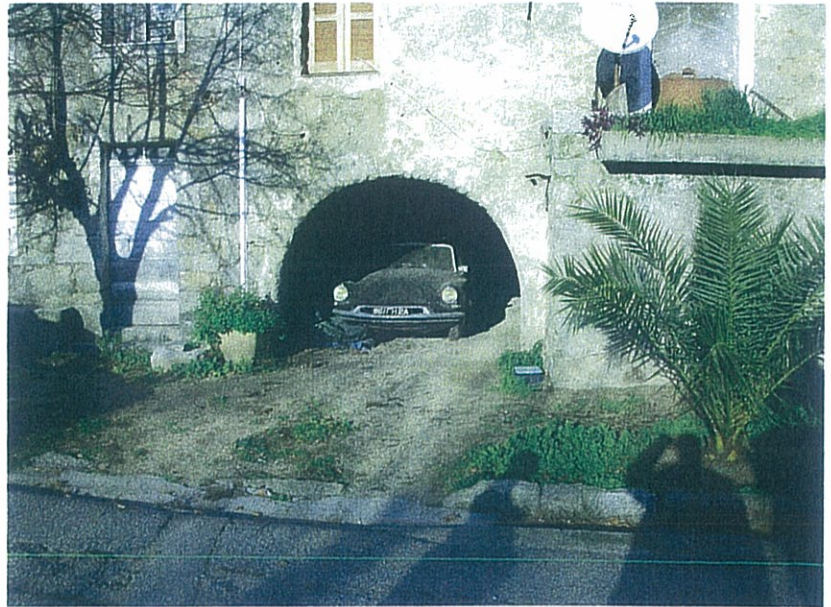
Le clocher de l'église mérite une attention toute particulière.



Suarella dans son environnement de montagnes



éléments d'architecture



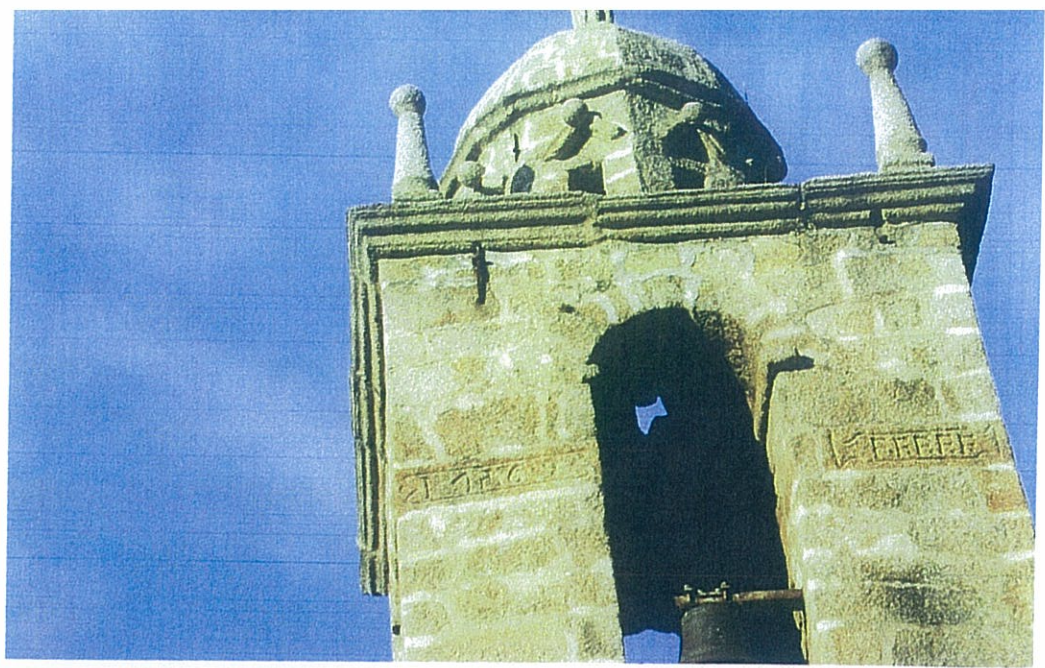


notion de jardins





es espaces privatifs
urbains



patrimoine

PATRIMOINE PAYSAGER

La municipalité s'intéresse particulièrement à son patrimoine paysager.

A ce titre elle a rouvert le chemin piétonnier de Bocca Chirgu à Cauro.

D'autre part, peuvent être recensés comme fragiles :

- les espaces forestiers déjà cités
- au titre du paysage, un certain nombre de crêtes et de sommets
- le versant du Prunelli fortement visible depuis Bastelicaccia (route de TOLLA) et ce dans une zone de forêt. Une attention toute particulière devra être portée à la conservation du couvert végétal sur ces coteaux.

3- DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES

DEMOGRAPHIE

Source INSEE

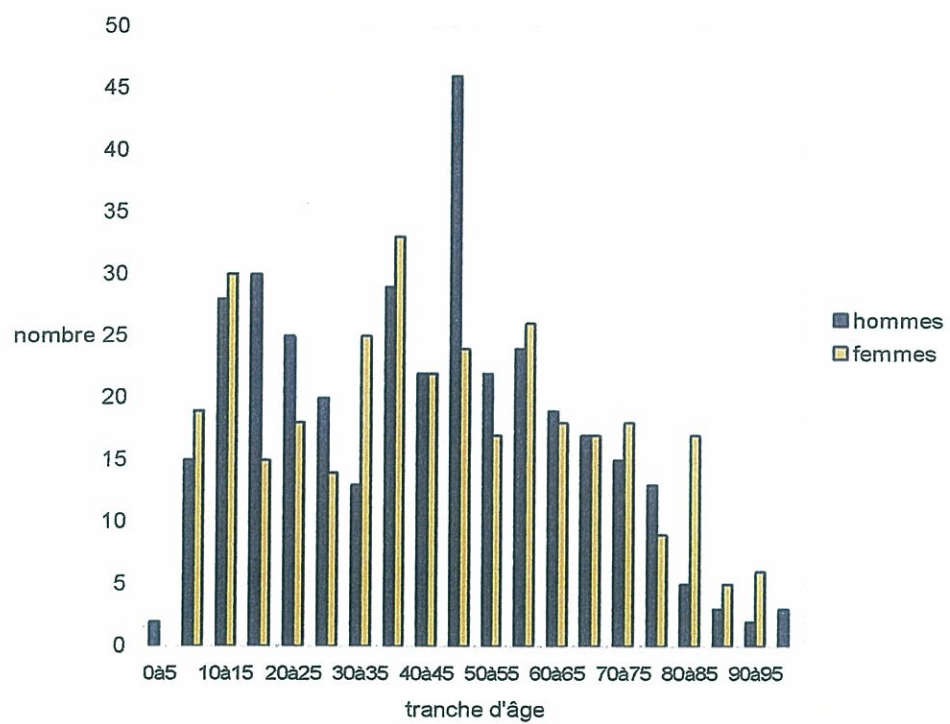
Evolution de la population						
1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
369	330	313	329	503	570	684

Soit une variation relative pour la période de 1975 à 1999 de 208%
La population a plus que doublé en un quart de siècle.

Naissances sur la commune	
2000	17
2001	8
2002	4
2003	3

C'est une population jeune, se référer à la Pyramide des âges.

PYRAMIDE DES AGES



ACTIVITES ECONOMIQUES

Base MSA – CCI – Chambre des Métiers de Corse du sud

Agriculture	Caves viticoles	4
	Eleveurs	5
Commerces	Alimentation	4
	Bâtiment	11
	Fabrication	3
	Services	5
Professions libérales	Infirmières	2
Fonctionnaires	Employés municipaux	8
Tourisme	Motel 70 chambres	1
	Gîtes	5
	Studios en location	10
	Hôtel au village	6 suites

La Commune, vu le prix des terrains en zone littorale, voit des installations à vocation touristique s'implanter.

Le motel, installation la plus importante, y est installé depuis les années 1975.

Les gîtes et studios sont nouvellement construits dans la plaine de St Jean.

Quant à l'hôtel, il s'agit d'une construction ancienne du village de Suarella qui a été aménagée en hôtel.

Il est certain qu'après utilisation du bâti existant, la demande se porte sur les terrains agricoles.

Recensement agricole de 2000	
Nombre d'exploitants	15
Dont nombre d'exploitations professionnelles	10
Nombre de chefs d'exploitation et coexploitants	16
Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations	27 UTA
Superficie agricole utilisée des exploitations	373 Ha
Terres labourables	16 Ha
Superficie toujours en herbe	282 Ha

Le nombre d'exploitants agricoles est en diminution par rapport à 1988 (20 exploitants à l'époque)

EQUIPEMENTS & SERVICES

SCOLARITE

1 école à Suarella	2 classes 2° et 3° cycle	38 élèves
	1 cantine	30 places
1 école à St Jean	1 classe 1° cycle	22 élèves

Les écoles bénéficient d'un ramassage communal.

Le nombre d'élèves extérieurs scolarisés sur la commune est de 2 élèves.

La commune a :

- au niveau du primaire, 20 élèves scolarisés sur d'autres communes
- au niveau du collège, 37 élèves scolarisés à Porticcio
- au niveau du lycée, 27 élèves scolarisés à Ajaccio.

L'état actuel de la scolarité indique

- dans le primaire un potentiel de 80 élèves

38 élèves + 20 élèves à convaincre de se scolariser sur la commune et 22 élèves de la Plaine, offrent le potentiel pour créer une école primaire nouvelle répondant aux besoins.

Il est primordial que la Commune mène une réflexion sur la localisation de cette école, le village ou la plaine. L'école doit être un lieu vivant, attractif, et non loin des habitants.

Il est bon de se rappeler que l'Urbanisation anglaise des années 1945-47 s'est faite en disposant les écoles primaires, centre de développement, en fonction de la distance que les mères pouvaient aisément parcourir, donnant ainsi une échelle à la ville.

- dans le secondaire, un potentiel de 64 élèves

celui-ci doit s'apprécier en fonction de la carte scolaire, qui a instauré les lieux de scolarisation et les ramassages.

La commune dispose d'un terrain de sport (football...)

4- OCCUPATION DES SOLS

DOCUMENTS D'URBANISME PRE-EXISTANTS

- Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.
- Servitudes liées aux risques d'inondation.
cf. le PPR approuvé par arrêté préfectoral en date du 14 septembre 1999, n° 99/1576 annexé à la Carte Communale et valant servitude d'utilité publique.
- Servitudes relatives aux cimetières.
Il est judicieux de prévoir une servitude de voisinage frappant les terrains non bâtis, sur une distance de 35m autour du cimetière d'Eccica Suarella.
- Carte des zones archéologiques préventives.
- Recul non constructible de 75 mètres par rapport à l'axe de la Route Nationale 196.
- Arrêté préfectoral n° 98-1384 relatif aux mesures d'isolement acoustique applicables aux abords du tracé des infrastructures de transport terrestre en dehors des agglomérations d'Ajaccio et de Porto Vecchio.

CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE

Le territoire de la Commune d'ECCICA SUARELLA s'étire d'est en ouest entre la rivière Le Prunelli et la RN 196 Ajaccio / Sartène.

Il est composé d'une plaine à l'ouest (1/4 du territoire – altitude de 20 à 100 m) et d'une zone montagneuse (altitude de 100 à 538 m).

- 1° partie A l'est du hameau d'ECCICA.
Végétation de gros maquis et de forêts sur un relief accidenté et vallonné.
Est considérée comme une zone naturelle sans équipement.
Le foncier communal forestier de 56 Ha y est localisé.
- 2° partie Partie où se situe le village historique constitué par 3 hameaux :
- Eccica hameau ancien
- Suarella hameau ancien
- Cotone / Stangone hameau récent
- 3° partie A l'Ouest de la Commune. Zone dite de la plaine de St Jean.
La demande y est la plus forte - périphérie d'Ajaccio - et ce dans une zone essentiellement agricole (pâturage et vignes).

La rivière le Prunelli borde la commune au Nord.

Très encaissé et régulé par le barrage en amont, il présente des risques inondables sur des zones très ponctuelles, à savoir : Arellula et Acqua Dolce en aval du fleuve.

PARC IMMOBILIER

Nombre de logements recensés en 1999	
Résidences principales	245
Résidences secondaires	64

On peut donc en conclure que la majorité des logements (79%) sont des résidences principales, et ce malgré la proximité de la mer qui aurait tendance à attirer des logements secondaires de vacanciers.

La Commune a sa population résidentielle captée par Ajaccio, et ce de par la proximité (20 minutes de transport) et le manque d'entreprise sur son territoire.

DEMANDE DE PERMIS

Certificats d'urbanisme et Permis de construire		
	CU	PC
2000	28	13
2001	45	14
2002	68	11
2003	37	25
2004 – janvier à juin	25	12

Nombre de logements communaux en location	
Appartements municipaux (Mairie)	2
Appartements sociaux (Maison Fabri)	2

Le patrimoine immobilier de la Commune est pauvre (1.30% des résidences).

Etant donné la demande de logements, une politique volontariste mériterait d'être mise en place (cf. l'augmentation des demandes de Permis de construire).

INFRASTRUCTURES

VOIRIE

La commune possède une bonne desserte routière : route nationale d'une très grande qualité, route départementale, voirie communale et pistes forestières.



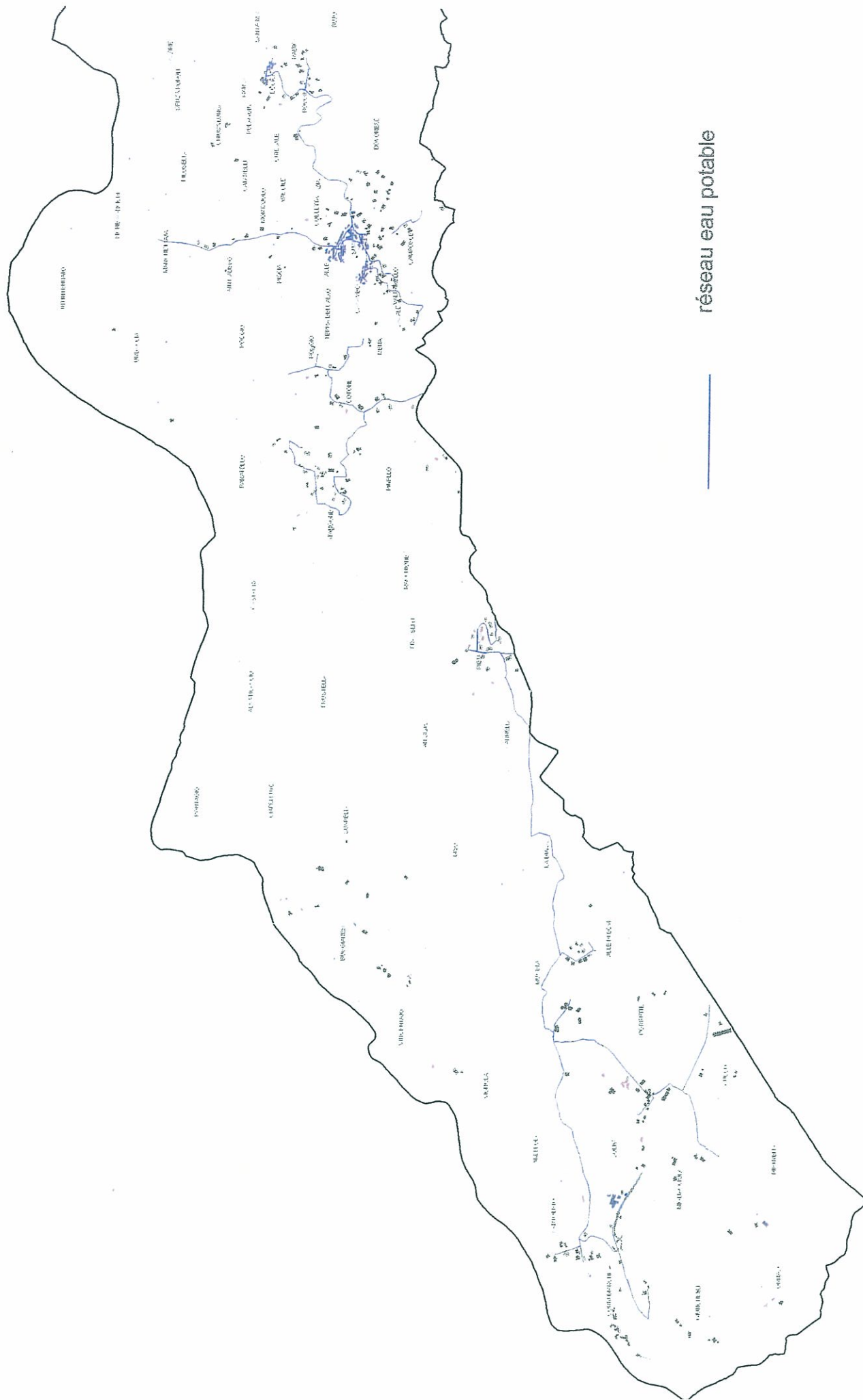
desserte routière

EAU POTABLE

Réseau collectif d'eau potable aux 2 hameaux d'Eccica et de Suarella, et distribution jusqu'à la plaine de St Jean du réseau SIVOM, provenant de la prise de Zipitoli sur la rivière Ese, hors territoire communal.

Seule la zone du Pont de la Pierre, en bordure du Prunelli, n'est pas desservie.

Des travaux sont prévus par le SIVOM afin de couvrir les besoins futurs, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.



ASSAINISSEMENT

La Mairie a chargé le bureau TPA d'une étude préalable au zonage d'assainissement.

Il en ressort que les hameaux d'Eccica et Suarella disposent d'assainissement collectif.

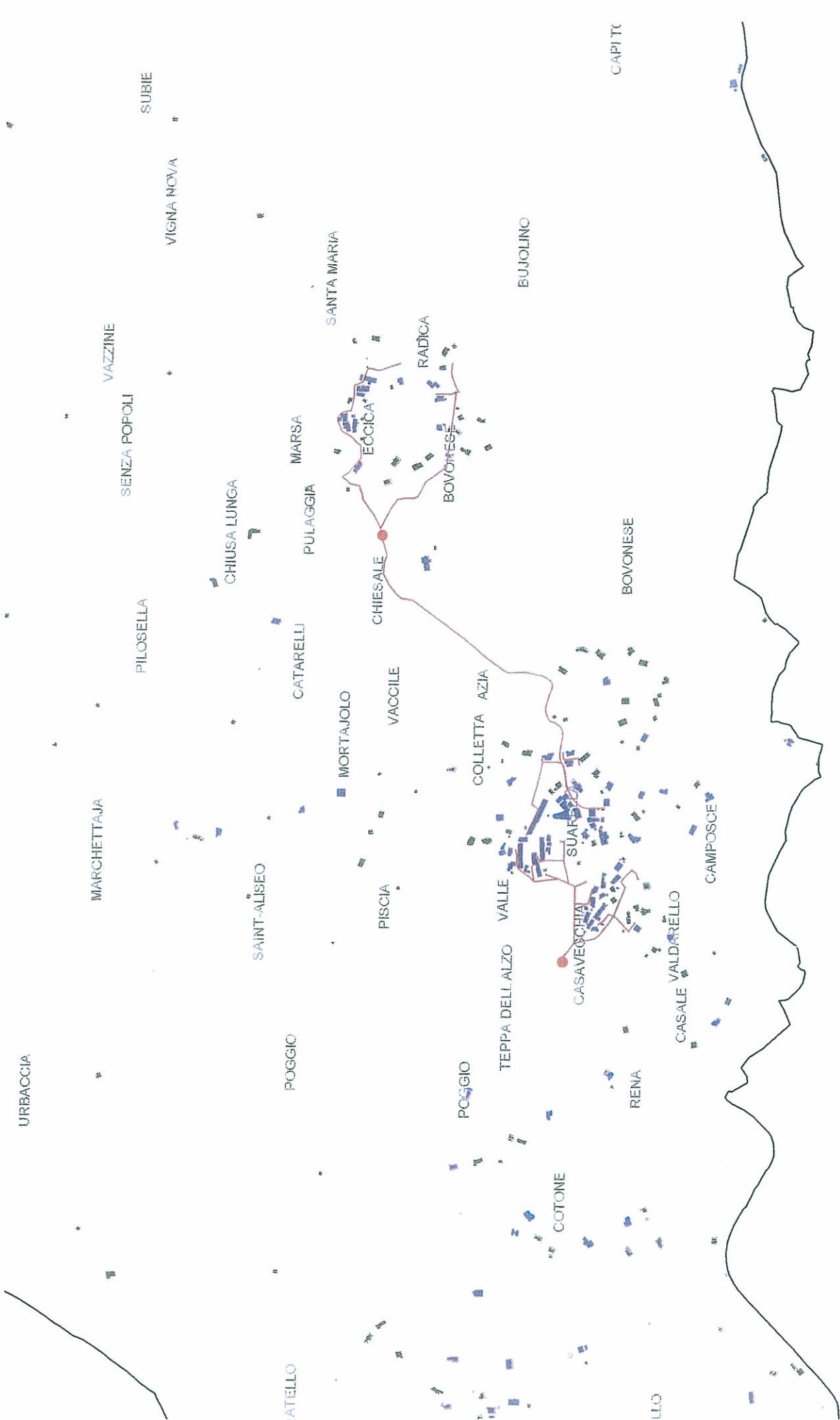
Le plan des réseaux en annexe 10 fait apparaître les 2 stations d'épuration et le réseau actuel.

La station de :

- Eccica, d'une capacité de 500 usagers, répond à la demande avec 100 habitations raccordées.
- Suarella, d'une capacité de 200 usagers, est limitée avec 65 habitations raccordées.

L'assainissement individuel est de mise pour le reste de la commune.
L'aptitude du sol à recevoir les effluents est en général bonne ou moyenne.

D'après cette étude, la zone de la Plaine, au lieu-dit Porette est d'aptitude mauvaise (zone argileuse) et celle de Buggianese présente une aptitude de sol médiocre. (Carte d'aptitude des sols – TPA – Phase I)



réseau d'assainissement

EDF & TELEPHONE

La commune est normalement desservie.

Les réseaux, pour la plupart aériens sauf aux hameaux d'Eccica et Suarella qui ont des réseaux souterrains, répondent aux besoins actuels.

ORDURES MENAGERES

Ramassage des ordures ménagères : 3 fois / semaine acheminées à Ajaccio (500 T/an).

Tri sélectif organisé sur la commune dans le cadre de l'association des communes.

Actuellement fonctionne le tri sélectif pour le verre. Une étude d'ensemble est engagée dans le cadre de la communauté de communes.

Le ramassage des monstres a lieu 1 fois / mois (60 T/an).

ENJEUX & ORIENTATIONS

ENJEUX

Rechercher :

- Un développement harmonieux et durable de la commune au travers d'un document d'urbanisme
- La préservation des espaces naturels et agricoles
- La sauvegarde du patrimoine paysager et architectural
- Promouvoir l'agriculture, l'accueil en milieu rural (gîtes)

ORIENTATIONS

Vers une meilleure structuration de l'espace et une maîtrise de la péri - urbanisation

Vers le renforcement des équipements publics

Vers une offre diversifiée de l'habitat

Vers un développement équilibré entre le village et la plaine

Vers une amélioration du cadre de vie

Vers une politique de sécurité en bordure des axes routiers

Vers la mise en place d'une politique de déplacements et transports publics

Vers une prise en compte des risques naturels

Vers la protection des espaces naturels.

CHAPITRE 2 :

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

La commune, pour faire face aux problèmes de mitage, de périurbanisation, de régulation de flux de circulation, de saturation des 2 stations d'épuration existantes, de dégradation de l'environnement, souhaite se doter d'un document d'urbanisme qui lui permettrait d'organiser l'espace, maîtriser les coûts des équipements et redynamiser le tissu économique.

Elle entend pouvoir répondre à une demande de logements de manière à accroître la population et à la sédentariser.

La commune envisage de développer un tissu économique, à travers l'offre touristique, l'installation d'entreprises et donc la création d'emplois, ainsi que le soutien des activités viticoles et agricoles.

En termes d'urbanisation, ces objectifs se traduiront au niveau du village par une extension des hameaux de Suarella et d'Eccica sous forme d'habitat individuel.

Pour la plaine, une centralité est à développer en continuité de l'existant en fonction de l'aptitude des sols et de la vocation des espaces agricoles (Porette, Arellola, Giunchelle, Migliacciola...) sous forme d'habitat individuel et à plus long terme sous forme d'habitat collectif.

Dans les secteurs plus dispersés, mais dans lesquels une urbanisation dense est présente, il est proposé de l'étendre d'une manière mesurée et dans le respect des normes sanitaires et environnementales.

DEMOGRAPHIE

Les hameaux d'ECCICA et SUARELLA ont connu :

- une baisse de population de 1954 à 1975 ; ils sont passés de 369 à 329 habitants, soit – 11% en 20 ans.
- Une hausse importante de 1975 à 1999 en passant de 329 à 684 habitants, soit + 208 % en 24 ans.

Cette augmentation de la population a pour origine la proximité immédiate d'Ajaccio (15 Km) ; cette dernière étant pénalisée par la qualité des logements existants, le coût et le manque d'offre en matière de terrains ou de construction, dès lors la demande se répercute sur la proche banlieue.

La commune estime le développement de sa population à 1300 habitants d'ici 2010.

Le nouveau Groupe scolaire (6 classes) est programmé dans cette optique.

ACTIVITES

La culture de la vigne compte sur le territoire de la Commune, l'exploitation de 4 clos : ORNASCA, MARTINI, CAPITIRO et PIETRELLO.

La culture des oliviers, amandiers et pêchers est confidentielle, mais devrait être développée.

L'élevage (5 éleveurs) se maintient et comprend des troupeaux d'ovins, caprins et bovins.

2 entreprises d'horticulture et maraîchage sont installées sur la commune.

La chasse regroupe une vingtaine de porteurs de permis.

Le tourisme, bien que n'ayant pas de bord de mer, comprend :

- 1 motel de 70 chambres (ACQUA DOLCE)
- 5 gîtes (St Jean)
- 10 studios
- 1 hôtel de 6 suites à Suarella

L'activité du bâtiment (11 entreprises) a pu se développer vu les constructions sur la commune et les communes voisines.

Une entreprise de forage s'est installée récemment.

Deux entreprises d'installation électrique se rattachent à l'activité du bâtiment, ainsi qu'une entreprise de fabrication de double vitrage.

Deux entreprises de service de nettoyage sont implantées sur la commune.

Deux restaurants sont implantés. (Acqua Dolce et Barracone)

CHAPITRE 3 :

JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

HABITAT

La Carte Communale exprime la volonté de la Commune et de l'Etat qui se sont penchés sur les enjeux afin de définir les zones pouvant accueillir des constructions.

Le rythme annuel des permis de construire accordés est de 12 à 15 demandes.

Celui des Certificats d'Urbanisme est d'une moyenne de 40 CU/an.

Il est à noter que, sur la commune, la demande en logements existants (location ou achat) et en terrains à bâtir, est supérieure à l'offre.

Il s'agit de répondre aux besoins. L'augmentation de la zone constructible représente 6% de la surface communale.

Elle passe de 5 à 11% pour répondre à l'augmentation de population qui devrait passer de 684 en 1999 à 1300 horizon 2010.

Cette augmentation ne fera que répondre à la demande, et ce sans marge.

Il est à noter que l'augmentation de terrain ouvert à l'urbanisation, double comme la population. Toutefois, le tissu actuel, du moins pour les 2 hameaux d'Eccica et Suarezella, est dense, donc peu consommateur de surface, alors que la demande (maisons individuelles sur terrains avec assainissement propre) est consommatrice d'espace.

Dans ce but, le souci de la Commune est :

- d'affecter en zone constructible des dents creuses du tissu urbanisé
- d'ouvrir à l'urbanisation, des zones limitées déjà desservies en équipements
- de créer de nouvelles zones homogènes en bordure des équipements.

LES SECTEURS URBANISABLES

Affectation constructible

Hameau d'Eccica

- zones interstitielles du tissu urbanisé du hameau
- extension limitée de la zone vers le nord (zone homogène) ± 30 lots

Hameau de Suarezella

- zones interstitielles du tissu urbanisé du hameau
- extension limitée de la zone sur le plateau vers le nord (zone homogène)
- le long de la route d'accès au sud

Hameau de Cotone / Stangone

- zones interstitielles du tissu urbanisé du hameau existant

Zone de l'ancien hippodrome au nord de la route vers Bastelica

- cette zone est en vis-à-vis de la zone 2NA du PLU de CAURO, appelée à se développer ; le SIVOM a programmé l'adduction en eau de la zone (700m depuis la canalisation existante).

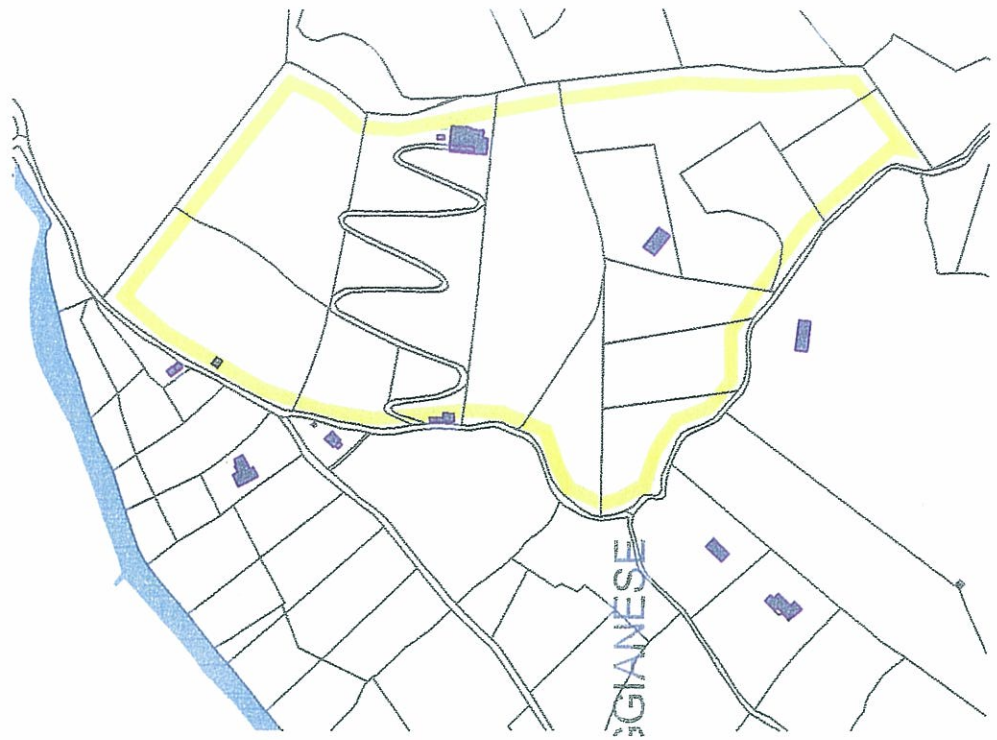
Ces terrains sont en bordure de la route de contournement de Cauro.

Zone ponctuelle de Buggianese

- pour autant que la surface des parcelles puisse accueillir à la fois forage et assainissement

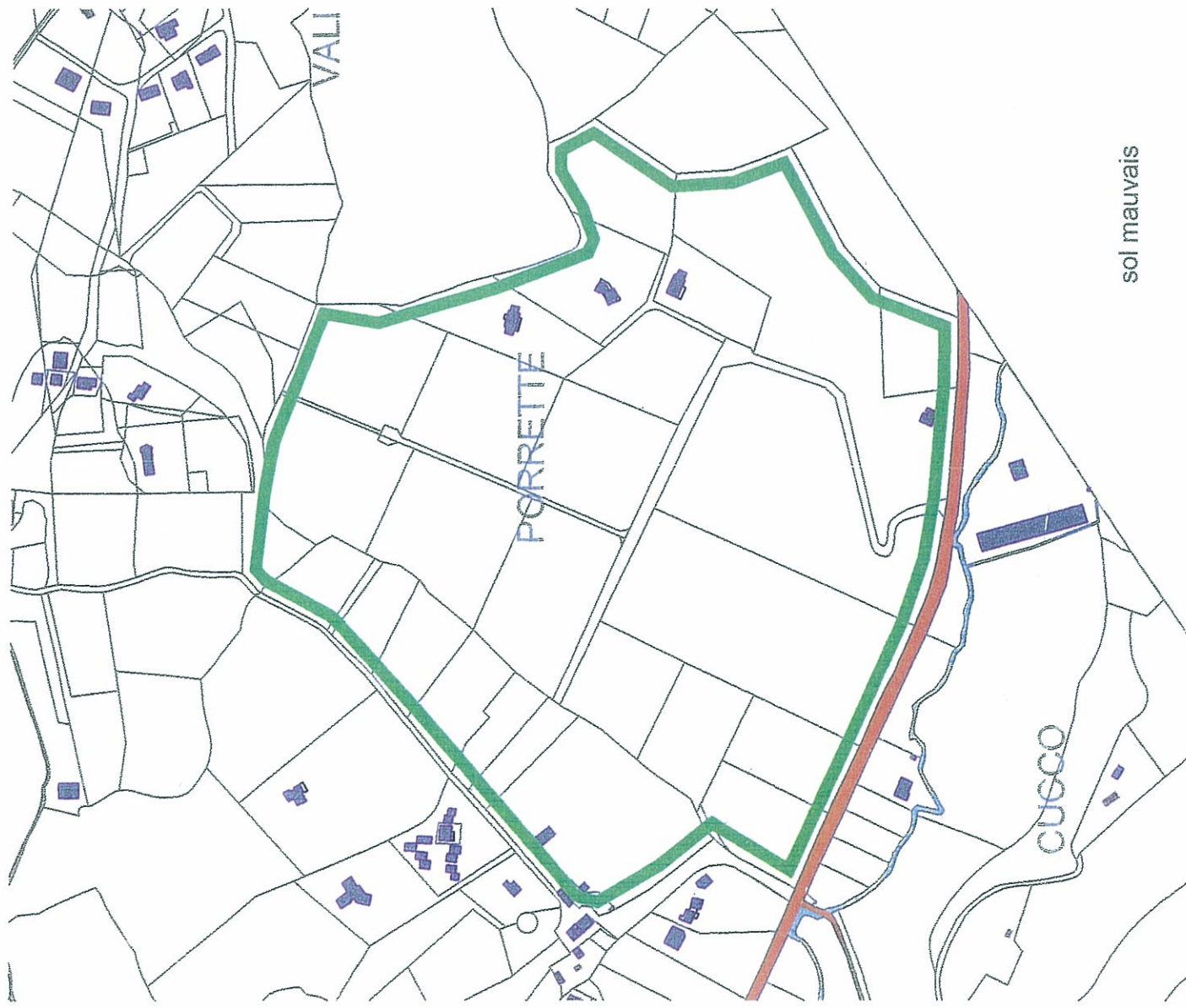
Zone de la plaine et Porrette

- zones interstitielles
- zones objet de CU positif
- zone au nord de la nationale en gérant les sorties sur celle-ci
- zones ponctuelles au sud du ruisseau bordant la nationale en gérant les sorties sur celle-ci
- terrains desservis en eau, électricité, téléphone.



sol médiocre

aptitude des sols



sol mauvais

Une vigilance particulière devra être apportée à l'analyse et au suivi de l'assainissement non collectif de la zone de Porette présentant un sol peu perméable.

Il est à noter que, bien que la CTC – Direction des Infrastructures de Transport – ait aménagé la RN 196 en réalisant d'une manière peu réaliste des portails donnant sur la RN, une concertation est en cours afin de desservir les propriétés par une voie soit latérale, soit en fond de parcelles, afin de réduire les accès privés directs sur la RN 196.

Justification de la Mairie :

En ce qui concerne le secteur de « Capitondellu » il a été décidé de la maintenir dans la zone constructible pour les motifs suivants :

- le secteur est desservi par le réseau d'eau potable du SIVOM depusi 2006
- des permis y ont déjà été accordés :
-

M. FRASSATI	- PC N° 02A 104 04 M0020
M. EVANGELISTI Thierry	- PC n° 02A 104 06 M0005
M. EVANGELISTI Joseph	- PC n° 02A 104 07 M0010

- De plus, ce secteur, qui bénéficie d'une exposition plein sud, se situe en bordure de la RD 27 et vient prolonger une zone classée 2NA sur la Commune de Cauro.

S'agissant du secteur de « Migliacciola », il convient de reprendre les arguments « situation de la zone par rapport à Ajaccio » et de préciser que la commune y a réalisé de multiples

investissements (route – pont – adduction d’eau – électrification). Compte tenu de ces éléments, la municipalité a pris le parti d’ouvrir à la constructibilité de façon raisonnable, une partie de cette zone.

ETAT DES SURFACES URBANISEES

<i>Localisation</i>	<i>Surface</i>
Hippodrome	43 084
Eccica	133 534
Suarella	342 556
Cotone	210 328
Pietro rosse	97 818
Pont de la pierre	82 922
Valle di Bovi	32 078
Plaine de St Jean & Porrette	594 947
Migliacciola	88 755
Giunchelli	47 231
<i>Surface totale</i>	1 673 253m ² ou 167 Ha

167 Ha sur 1447 Ha représentent 11.5 % de la surface communale

EQUIPEMENT

Toutes les zones constructibles sont desservies en eau (cf. plan annexe), sauf :

- la zone de l'ancien hippodrome (en passe de l'être avec la commune de Cauro)
- la zone de Buggianese

Les hameaux d'Eccica et de Suarella disposent de leur propre station d'épuration.

L'application du règlement sanitaire départemental sera respectée et plus particulièrement les dispositions concernant l'établissement des fosses septiques ou similaires « assainissement non collectif », la DDA assistant en maître d'œuvre de la commune pour le zonage d'assainissement.

Toutes les zones sont équipées en électricité et téléphone de manière satisfaisante.

Par ailleurs, les hameaux d'Eccica et de Suarella ont le réseau de distribution électrique en souterrain.

CHAPITRE 4 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION

ENVIRONNEMENT DU PAYSAGE

Eccica Suarezella dispose d'un territoire dont la richesse est liée à l'insertion des hameaux dans le relief et à la couverture végétale qui les entourent.

D'importants boisements participent à la qualité du cadre de vie et sont soumis à des risques d'incendies.

Le mitage développé dans certains secteurs comme la faible qualité architecturale des projets de construction altèrent ce patrimoine.

De même, l'urbanisation linéaire le long de la RN 196, accroît non seulement les risques d'insécurité mais engendre une altération des perceptions depuis la route.

L'urbanisation réalisée sur des secteurs pentus engendre, outre les problèmes d'assainissement, un impact visuel négatif.

La pression foncière exercée sur les terres agricoles ou vouées à la viticulture, si elle n'est pas contenue, modifiera le paysage environnant.

En termes de réseaux, les secteurs du village connaissent des problèmes de saturation au niveau des stations d'épuration.

IMPACT DE L'URBANISATION PROJETEE SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évolution de la nappe d'urbanisation va toucher des secteurs boisés ou agricoles.

Le projet de la commune s'attachera à réduire les dysfonctionnements observés et à améliorer qualitativement les espaces urbanisés existants.

DYSFONCTIONNEMENTS OBSERVES

- mitage, consommateur d'espace
- habitat pavillonnaire
- construction sur de fortes pentes
- pollution des sols : saturation des sols par assainissement individuel
- multiplicité des accès sur voie
- terrassements
- absence de débroussaillage et risques d'incendies
- architecture hétéroclite

MESURES A PRENDRE POUR REDUIRE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

- protéger les terres à fort potentiel agricole et viticole
- bannir le mitage et densifier les espaces interstitiels
- veiller au volet paysager des permis

- renforcer la capacité des stations d'épuration et contrôler les systèmes d'assainissement individuel
- prendre en compte le relief
- créer des pistes de défense contre les incendies
- préserver le cachet des hameaux anciens
- sauvegarder les massifs collinaires et les reliefs
- maintenir la trame paysagère

ANNEXES INDICATIVES A LA CARTE COMMUNALE D'ECCICA SUARELLA

ANNEXE 1. ARRETE PREFECTORAL N° 98-1384 RELATIF AUX
MESURES D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE

PREFECTURE DE CORSE
PREFECTURE DE LA CORSE-DU-SUD
DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA CORSE DU SUD

ARRETE PREFECTORAL N° 98 - 1384
RELATIF AUX MESURES D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE APPLICABLES AUX ABORDS
DU TRACE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE
EN DEHORS DES AGGLOMERATIONS D'AJACCIO ET DE PORTO VECCHIO

Le préfet de Corse, préfet du département de Corse du Sud, chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L111-11-1 et R111-4-1 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les décisions du préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud, du 1^{er} octobre 1997 relatives à la désignation d'un chef de projet et à la mise en place d'un comité de pilotage pour la mise en œuvre du classement des infrastructures de transport terrestre de la Corse du Sud ;

Vu l'avis du comité de pilotage réuni le 21 janvier 1998 ;

Vu l'avis des communes de Ajaccio, Bonifacio, Bastelicaccia, Cauro, Conca, Eccica Suarella, Grosseto Prugna, Lecci, Peri, Porto Vecchio, Sari Solenzara, Sarrola Carcopino, Tavaco, Zonza, réputé favorable, suite à la consultation en date du 10 mars 1998 ;

Vu l'avis favorable des communes d'Afa et de San Gavino di Carbini, suite à la consultation en date du 10 mars 1998 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur régional et départemental de l'équipement ;

Arrête :

Article 1

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de Corse du Sud aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnés à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-après, comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

CORSE du SUD : Classement RN - RD

Voies	Communes traversées	Origine	Extrémité	Catégorie	Largeur des secteurs affectés par le bruit (m)	Tissu
RN198	Sari-Solenzara	limite Haute Corse	sortie aggro Solenzara	4	30	ouvert et rue er
	Sari-Solenzara	sortie aggro Solenzara	entrée aggro Favone	3	100	ouvert
	Sari-Solenzara, Conca	entrée aggro Favona	sortie aggro Favona	4	30	ouvert
	Conca	sortie aggro Favona	entrée aggro Tarcu	3	100	ouvert
	Conca	entrée aggro Tarcu	sortie aggro Tarcu	4	30	ouvert
	Conca, Zonza	sortie aggro Tarcu	entrée aggro Ste Lucie de Porto-Vecchio	3	100	ouvert
	Zonza	début rue en U	début rue en U	4	30	ouvert
	Zonza	fin rue en U	fin rue en U	3	100	Rue en U
	Zonza, Lecci	sortie aggro Ste Lucie de Porto-Vecchio	sortie aggro Ste Lucie de Porto-Vecchio	4	30	ouvert
	Lecci	entrée aggro Lecci	entrée aggro Lecci	3	100	ouvert
	Lecci	sortie aggro Lecci	sortie aggro Lecci	4	30	ouvert
	Lecci, San-Gavino-di-Garbini	début limitation 70 km/h	début limitation 70 km/h	3	100	ouvert
RN196	San-Gavino-di-Garbini, Porto-Vecchio	fin limitation 70 km/h	fin limitation 70 km/h	4	30	ouvert
	Porto-Vecchio	entrée aggro Ste Trinité	entrée aggro Ste Trinité	3	100	ouvert
	Porto-Vecchio	sortie aggro Ste Trinité	sortie aggro Ste Trinité	4	30	ouvert
	Porto-Vecchio	entrée aggro Porto-Vecchio	entrée aggro Porto-Vecchio	3	100	ouvert
	Porto-Vecchio	sortie aggro Porto-Vecchio	sortie aggro Porto-Vecchio	4	30	ouvert
	Bonifacio	sortie aggro Porto-Vecchio	RD859	3	100	ouvert
	Ajaccio	agglo Bonifacio	giratoire RN198	4	30	ouvert
	Ajaccio, Bastelicaccia, Cauro	RN193	fin 2*2 voies	2	250	ouvert
	Cauro, Eccica-Suarella	fin 2*2 voies	RD55	3	100	ouvert
	Cauro, Eccica-Suarella	RD55	entrée aggro Cauro	4	30	ouvert
	Ajaccio	entrée aggro Cauro	sortie aggro Cauro	5	10	ouvert
	Afa, Sarrola-Carcopino	agglo Ajaccio (Bd C.Bonaparte)	sortie aggro Ajaccio	4	30	ouvert
RN193	Ajaccio	sortie aggro Ajaccio	giratoire RN193	3	100	ouvert
	Ajaccio	RN194	sortie aggro Ajaccio	3	100	ouvert
	Ajaccio	sortie aggro Ajaccio	RN196	3	100	ouvert
	Ajaccio, Sarrola-Carcopino	RN196	RN194	2	250	ouvert
	Sarrola-Carcopino	RN194	RD1	3	100	ouvert
	Sarrola-Carcopino, Peri	RD1	entrée aggro Buriccia	4	30	ouvert
	Peri, Tavaco	entrée aggro Buriccia	RD229	3	100	ouvert
	Cauro, Grosseto-Prugna	RN196	sortie aggro Porticcio	4	30	ouvert
	Ajaccio	sortie aggro Ajaccio	Pointe de la Parata	3	100	ouvert
				4	30	ouvert
RD55						
RD111						

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 du 9 janvier 1995 susvisés.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexés au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont mentionnés ainsi qu'il suit :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

*Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse du Sud et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

Ajaccio, Afa, Bastelicaccia, Bonifacio, Cauro, Conca, Eccica-Suarella, Grossetto-Prugna, Lecci, Péri, Porto-Vecchio, San-Gavino-Di-Carbini, Sari-Solenzara, Sarrola-Carcopino, Tavaco et Zonza .

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud,
les maires des communes concernées visées à l'article 6,
le directeur départemental de l'équipement,
le directeur régional de l'environnement,
le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans les mairies des communes concernées et dont une ampliation sera adressée à :

Monsieur le Président du conseil général du département de la Corse du Sud
Monsieur le Président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse

Annexes :

*- 5 cartes représentant la catégorie des infrastructures,
Copie des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995.*

Fait à Ajaccio le, **15 OCT. 1998**

Le préfet

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Bruno DELSOL

Arrêté du 30 mai 1996
relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres
et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit
NOR : ENVP9650195A

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,
Le ministre du travail et des affaires sociales,
Le ministre de l'intérieur,
Le ministre de l'environnement,
Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.111-4-1,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13 ;
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;
Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;
Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;
Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;
Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;
Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence, diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;

de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;

de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence, et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;

de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

Titre 1 : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Art. 2. - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées, et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté L_{Aeq} (6h-22h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté L_{Aeq} (22h-6h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;

- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Art. 3. - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le

iveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul à partir des hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;

pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-1, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une des mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S.31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S.31-088, "mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation", et NF S.31-130 annexe B pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence L_{Aeq} (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence L_{Aeq} (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300$ m
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250$ m
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100$ m
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30$ m
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10$ m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne, conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Titre 2 : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment.

Art. 5. - En application du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6. - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A - dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal D_{nAT}
1	45 dB(A)
2	42 dB(A)
3	38 dB(A)
4	35 dB(A)
5	30 dB(A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB(A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrières.

B - en tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Distance (m)	0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	200	250	300
Catégorie 1	1	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32
Catégorie 2	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30	
Catégorie 3	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30					
Catégorie 4	4	35	33	32	31	30										
Catégorie 5	5	30														

Les valeurs du tableau précédent tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

Situation	Description	Correction
Façade en vue directe	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit	- 3 dB(A) - 6 dB(A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	- 6 dB(A) - 3 dB(A) - 9 dB(A) - 6 dB(A)
Façade en vue indirecte d'un bâtiment	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) - façade arrière	- 3 dB(A) - 9 dB(A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB(A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée séparément pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB(A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB(A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB(A), en prenant parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Art. 7. - Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S.31-085 pour les infrastructures routières et Pr S.31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB(A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8. - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à 2 mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9. - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB(A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB(A).
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB(A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des

logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe 1 au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50m au dessus du sol.

Titre 3 : Dispositions diverses

Art. 10. - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe 1 de l'arrêté précité du 6 octobre 1978 continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995.

Art. 11. - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres, le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports
et du tourisme*

Le ministre de l'intérieur

Le ministre de l'environnement

*Le ministre de la fonction publique, de la réforme de
l'Etat et de la décentralisation*

Le ministre délégué au logement

Le secrétaire d'Etat aux transports

Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale

dans les établissements d'enseignement

NOR : ENV9430388A

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'environnement et le ministre du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R. 111-23-1, R. 111-23-2 et R. 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 ;

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-11 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret n° 88-523 du 5 mai 1988 relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 21 septembre 1994,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Conformément aux dispositions de l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux établissements d'enseignement.

On entend par établissements d'enseignement les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les collèges, les lycées, les universités et établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement général, technique ou professionnel, publics ou privés.

Les logements restent soumis à la réglementation concernant les bâtiments à usage d'habitation, au regard de laquelle les autres locaux de l'établissement d'enseignement sont alors considérés comme des locaux d'activités.

Art. 2. - L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien D_{AT} , entre locaux, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous. D_{AT} exprimé en décibels A vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission. Le bruit rose est défini dans la norme NFS 30-101 et couvre les intervalles d'octave centrés sur les fréquences 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Local
d'émission
→

↓ Local
de
réception

Local d'émission →	Locaux d'enseignement	Activités pratiques	Salle à manger	Cages d'escalier	Circulation horizontale	Locaux médicaux	Ateliers bruyants (au sens de l'article 7 du présent arrêté)
	Atelier calme Administration Salle d'exercice des écoles maternelles	Salles de jeux des écoles maternelles Salles de musique Cuisines Locaux de rassemblement Salles de réunion Sanitaires	Salle polyvalente Salle de sport				
Local d'enseignement Activités pratiques Bibliothèque, CDI Salles de musique Locaux médicaux Atelier Calme Administration	44 ¹	52	52	44	28	44	56
Salle de repos	52 ²	52	52	52	40	44	
Salle à manger Salle polyvalente	40	52 ³			28	44	56

1. Un isolement de 42 dB (A) est admis en cas de porte de communication.

2. A l'exception de la salle d'exercice attachée à la salle de repos.

3. A l'exception de la cuisine ouverte sur la salle à manger.

Art. 3. - L'isolation des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales doit être telle que le niveau de pression acoustique normalisé L_{pAT} du bruit perçu dans les locaux de réception énumérés dans le tableau de l'article 2 ne dépasse pas 67 décibels (A), lorsque des impacts sont produits sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs au local de réception considéré, par la machine à chocs normalisée décrite dans la norme NF S 31-052.

En outre, une étude spécifique est obligatoire lorsque le local d'émission est une salle de sports ou un atelier contigu à un local de réception quel qu'il soit, sauf s'il s'agit d'un atelier, d'une salle à manger ou d'un local d'activités pratiques. Cette étude est destinée à calculer les valeurs d'isolement aux bruits d'impact nécessaires pour assurer un confort acoustique satisfaisant dans le local de réception, compte tenu des activités prévues et des machines et matériels qui y seront utilisés.

Art. 4. - Le niveau de pression acoustique normalisé du bruit engendré dans les bibliothèques, centres de documentation et d'information, locaux médicaux et salles de repos par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB (A) si l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB (A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 dB (A) et 43 dB (A) respectivement pour tous les autres locaux de réception visés à l'article 2.

Art. 5. - L'isolement acoustique des locaux de réception cités dans l'article 2 vis-à-vis des bruits des transports terrestres est le même que celui imposé aux bâtiments d'habitation:

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique normalisé des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant:

- en zone A: 47 dB (A);
- en zone B: 40 dB (A);
- en zone C: 35 dB (A).

L'isolement acoustique visé dans le présent article s'entend pour un bruit rose limité aux octaves centrées sur 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Art. 6. - Les valeurs des durées de réverbération à respecter dans les locaux meublés non occupés sont données dans le tableau suivant. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz.

LOCAUX MEUBLÉS NON OCCUPÉS	DURÉE DE RÉVERBÉRATION moyenne en secondes dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz
Salle de repos des écoles maternelles; salle d'exercice des écoles maternelles; salle de jeux des écoles maternelles.	
Local d'enseignement, de musique, d'études, d'activités pratiques, salle à manger et salle polyvalente de volume $\leq 250 \text{ m}^3$.	$0,4 < T_r \leq 0,8 \text{ s}$
Local médical ou social, infirmerie; sanitaires; administration; foyer; salle de réunion; bibliothèque; centre de documentation.	
Local d'enseignement, de musique, d'études ou d'activités pratiques d'un volume $> 250 \text{ m}^3$.	$0,6 < T_r \leq 1,2 \text{ s}$
Salle à manger et salle polyvalente $> 250 \text{ m}^3$.	$0,6 < T_r \leq 1,2 \text{ s}$ et étude particulière obligatoire (1)
Salle de sports.	Définie dans l'arrêté relatif à la limitation du bruit dans les établissements de loisirs et de sports pris en application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation.

(1) L'étude particulière est destinée à définir le traitement acoustique de la salle permettant d'avoir une bonne intelligibilité en tout point de la salle.

Dans les circulations, halls et préaux, l'aire d'absorption équivalente moyenne dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz doit être supérieure ou égale aux deux tiers de la surface au sol du local considéré.

Art. 7. - Les ateliers bruyants sont caractérisés par un niveau de pression acoustique équivalent pondéré A, défini par la norme NF S 31-084, supérieur à 85 dB (A) au sens de l'article R. 235-11 du code du travail.

Ils doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à prévoir les aménagements nécessaires pour réduire la réverbération du bruit sur les parois des locaux.

Art. 8. - Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Les mesures sont effectuées conformément à la norme NF S 31.

Art. 9. - Le présent arrêté entrera en vigueur un an après la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 10. - Le directeur général des collectivités locales, le directeur des écoles, le directeur des lycées et collèges, le directeur général de l'enseignement supérieur, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur de l'habitat et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

Le ministre de l'environnement,
MICHEL BARNIER

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,
CHARLES PASQUA

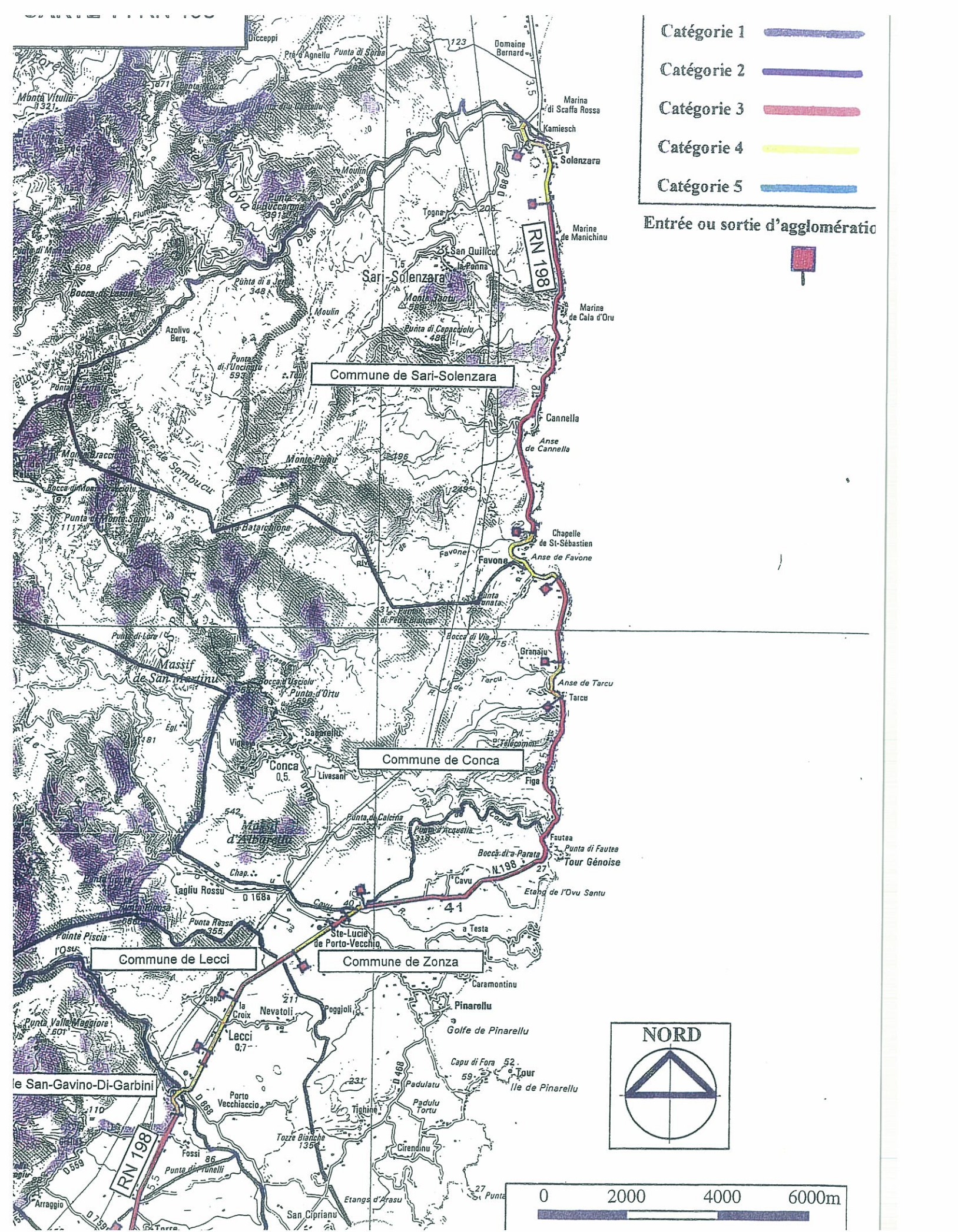
Le ministre de l'éducation nationale,
FRANÇOIS BAYROU

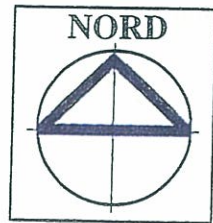
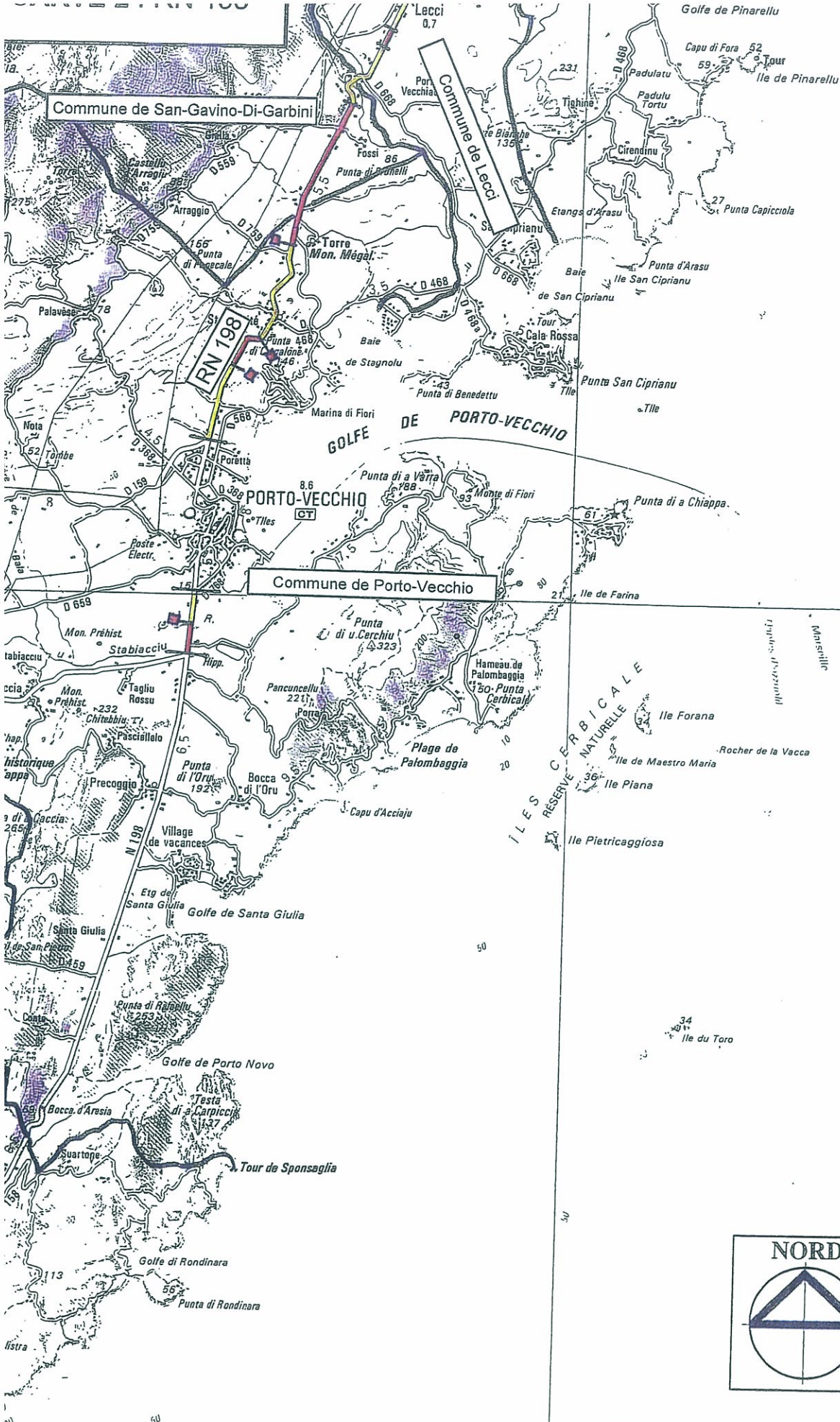
Le ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
FRANÇOIS FILLON

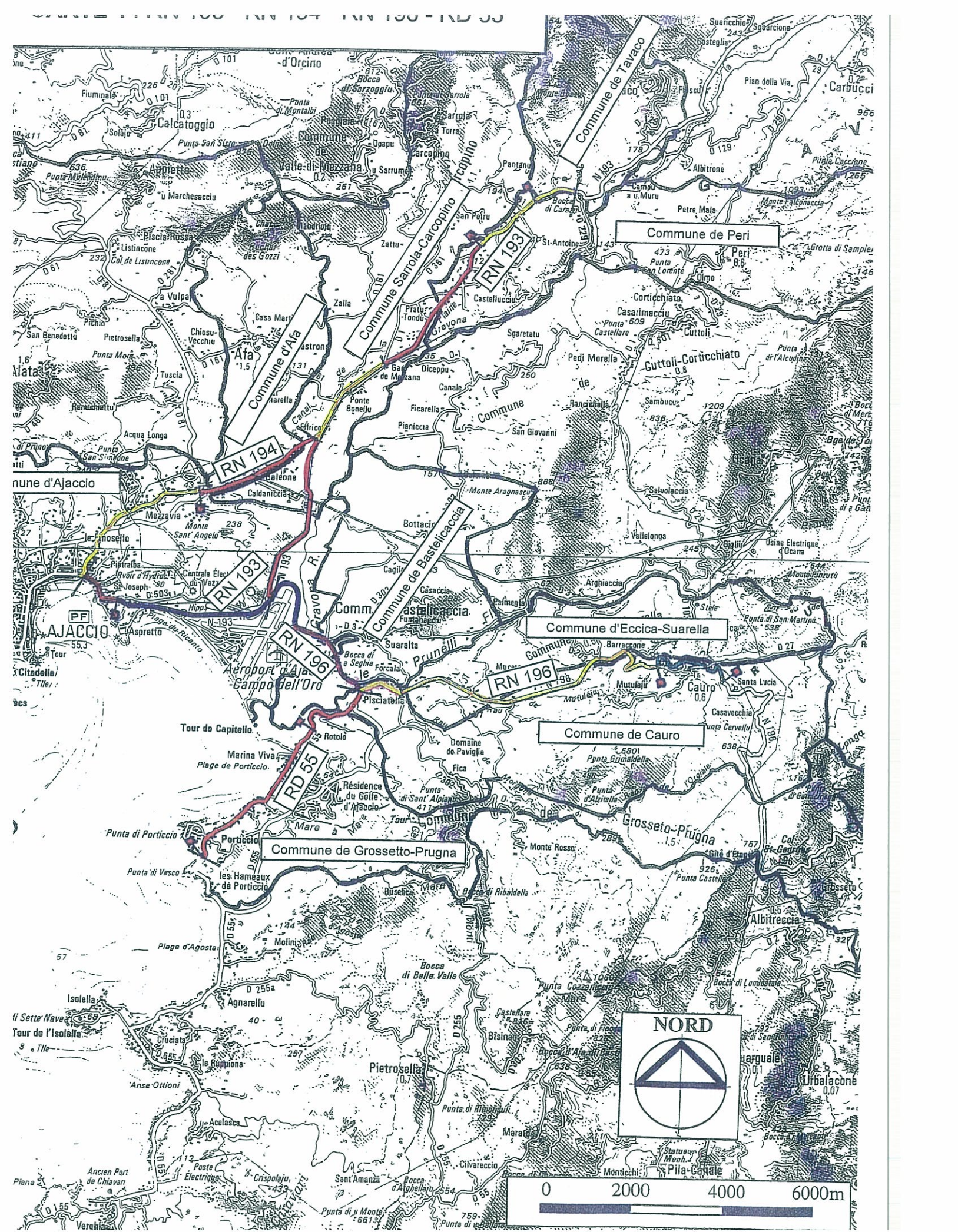
Le ministre du logement,
HERVE DE CHARETTE

- Catégorie 1 
- Catégorie 2 
- Catégorie 3 
- Catégorie 4 
- Catégorie 5 

Entrée ou sortie d'agglomération







ANNEXE 2. CODE RURAL LIVRE 1

CODE RURAL

PARTIE LÉGISLATIVE

LIVRE I

AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DE L'ESPACE RURAL

(L. n° 92-1283, 11 déc. 1992, JO 12 déc.)

TITRE I

LE DÉVELOPPEMENT ET L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE RURAL

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. L. 111-1 .- L'aménagement et le développement (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 104-I) « durable » de l'espace rural constituent une priorité essentielle de l'aménagement du territoire. (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 104-II) « La mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier prennent en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale. »

Art. L. 111-2 .- Pour parvenir à la réalisation des objectifs définis en ce domaine par le présent titre, la politique d'aménagement rural devra notamment :

1° (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 104-III) « Favoriser la mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques locales de l'espace agricole et forestier ; »

2° Améliorer l'équilibre démographique entre les zones urbaines et rurales ;

3° (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 104-IV) « Maintenir et développer la production agricole et forestière tout en intégrant les fonctions environnementales et sociales de ces activités et en organisant leur coexistence avec les activités non agricoles ; »

4° Assurer la répartition équilibrée des diverses activités concourant au développement du milieu rural ;

5° Prendre en compte les besoins en matière d'emploi ;

6° Encourager en tant que de besoin l'exercice de la pluriactivité dans les régions où elle est essentielle au maintien de l'activité économique ;

7° Permettre le maintien et l'adaptation de services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement.

Art. L. 111-3 (L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 204).-Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction précitée à usage agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales, notamment dans les zones urbaines délimitées par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et dans les parties actuellement urbanisées de la commune en l'absence de documents d'urbanisme.

CHAPITRE II L'aménagement rural

SECTION I L'AFFECTATION DE L'ESPACE AGRICOLE ET FORESTIER (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 107-I)

Art. L. 112-1 (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 107-II).-Il est établi dans chaque département un document de gestion de l'espace agricole et forestier qui, une fois approuvé par l'autorité administrative, est publié dans chaque commune du département. (L. n° 2000-698, 26 juill. 2000, art. 29, 1°) « Il comporte un volet relatif à la conservation et la gestion de la qualité des habitats de la faune sauvage. » Ce document doit être consulté lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et des schémas départementaux des carrières. Il aura, préalablement à sa publication et à sa diffusion, été transmis pour avis aux maires des communes concernées, aux chambres d'agriculture, aux centres régionaux de la propriété forestière, aux syndicats de propriétaires forestiers (L. n° 2000-698, 26 juill. 2000, art. 29, 2°) «, à la fédération départementale des chasseurs » ainsi qu'aux syndicats agricoles représentatifs.

Art. L. 112-2 (L. n° 99-574, 9 juill. 1999, art. 108).-Des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées. Celles-ci sont délimitées par arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal des communes intéressées, après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations d'origine dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et enquête publique. L'existence de parcelles boisées de faible étendue au sein d'une telle zone ne fait pas obstacle à cette délimitation. Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique d'une zone agricole protégée doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.

Le changement de mode d'occupation n'est pas soumis aux dispositions de l'alinéa précédent lorsqu'il s'agit d'une autorisation au titre du Code de l'urbanisme et lorsque le terrain est situé à l'intérieur d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu. La délimitation des zones agricoles protégées est annexée au plan d'occupation des sols dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.

Art. L. 112-3 (L. n° 99-574, 9 juillet 1999, art. 111).-Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations d'origine dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du centre national de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents.

L'avis est rendu dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable. Les dispositions s'appliquent aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite à la date de publication de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.

ANNEXE 3. CODE FORESTIER

CODE FORESTIER

Article L321-6

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 58 Journal Officiel du 7 décembre 1985)
(Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 art. 28 Journal Officiel du 23 juillet 1987)
(Loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 art. 8 Journal Officiel du 7 juillet 1992)
(Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 VI Journal Officiel du 11 juillet 2001)

Les dispositions du présent article s'appliquent aux massifs forestiers situés dans les régions Aquitaine, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme, à l'exclusion de ceux soumis à des risques faibles figurant sur une liste arrêtée par le représentant de L'Etat dans le département concerné après avis de la commission départementale de la sécurité et de l'accessibilité.

Pour chacun des départements situés dans ces régions, le représentant de L'Etat élabore un plan départemental ou, le cas échéant, régional de protection des forêts contre les incendies, définissant des priorités par massif forestier. Le projet de plan est soumis, pour avis, aux collectivités territoriales concernées et à leurs groupements. L'avis est réputé favorable s'il n'est pas donné dans un délai de deux mois.

Dans ces massifs, lorsque les incendies, par leur ampleur, leur fréquence ou leurs conséquences risquent de compromettre la sécurité publique ou de dégrader les sols et les peuplements forestiers, les travaux d'aménagement et d'équipement pour prévenir les incendies, en limiter les conséquences et reconstituer la forêt sont déclarés d'utilité publique à la demande du ministre chargé des forêts, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales. Les travaux d'aménagement qui contribuent au cloisonnement de ces massifs par une utilisation agricole des sols peuvent, dans les mêmes conditions, être déclarés d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique est prononcée après consultation des collectivités locales intéressées et enquête publique menée dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Lorsque l'une des collectivités locales consultées ou le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable, la déclaration d'utilité publique est prononcée par décret en Conseil d'Etat. L'acte déclarant l'utilité publique détermine le périmètre de protection et de reconstitution forestière à l'intérieur duquel lesdits travaux sont exécutés et les dispositions prévues aux articles L. 321-7 à L. 321-11 applicables. Il précise en outre les terrains qui, à l'intérieur du périmètre précité, peuvent faire l'objet d'aménagements pour maintenir ou développer une utilisation agricole des sols afin de constituer les coupures nécessaires au cloisonnement des massifs.

La déclaration d'utilité publique vaut autorisation des défrichements nécessaires à l'exécution des travaux auxquels elle se rapporte. Elle entraîne, en tant que de besoin, le déclassement des espaces boisés classés à protéger ou à créer en application de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme.

- la circulation et le stationnement de tout véhicule, ainsi que toute autre forme de circulation, sauf aux propriétaires et locataires des biens menacés et à leurs ayants droit.

Les dispositions des 1° et 2° du présent article s'appliquent en dehors des zones visées à l'article L. 322-3.

Article L322-2

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 62 Journal Officiel du 5 décembre 1985)

Lorsqu'un dépôt d'ordures ménagères présente un danger d'incendie pour les bois, forêts, landes, maquis, plantations ou reboisements, le maire doit prendre toutes mesures utiles pour faire cesser ce danger.

Article L322-3

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 65 Journal Officiel du 5 décembre 1985)

(Loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 art. 5 Journal Officiel du 7 juillet 1992)

(Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 XI Journal Officiel du 11 juillet 2001)

Dans les communes où se trouvent des bois classés en application de l'article L. 321-1 ou inclus dans les massifs forestiers mentionnés à l'article L. 321-6, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200 mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations ou reboisements et répondant à l'une des situations suivantes :

a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de cinquante mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie ;

b) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans le cas des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu et dans les zones d'urbanisation diffuse, le représentant de l'Etat dans le département peut porter, après avis du conseil municipal et de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et après information du public, l'obligation mentionnée au a au-delà de 50 mètres sans toutefois excéder 200 mètres ;

c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1 et L. 322-2 du code de l'urbanisme ;

d) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme ;

e) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droit.

Dans les cas mentionnés au a ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit.

Article L322-1

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 64 Journal Officiel du 5 décembre 1985)
(Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 IX Journal Officiel du 11 juillet 2001)

Sous réserve des dispositions de l'article L. 321-12, il est défendu à toutes les personnes autres que les propriétaires de terrains boisés ou non, ou autres que les ayants droit de ces propriétaires, de porter ou d'allumer du feu sur ces terrains et jusqu'à une distance de 200 mètres des bois, forêts, plantations, reboisements, ainsi que des landes, maquis et garrigues soumis aux dispositions de l'article L. 322-10.

Article L322-1-1

(inséré par Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 X Journal Officiel du 11 juillet 2001)

Le représentant de l'Etat dans le département peut, indépendamment des pouvoirs du maire et de ceux qu'il tient lui-même du code général des collectivités territoriales, édicter toutes mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêt, à faciliter la lutte contre ces incendies et à en limiter les conséquences.

Il peut notamment décider :

- 1° Que dans certaines zones particulièrement exposées, faute par le propriétaire ou ses ayants droit de débroussailler son terrain jusqu'à une distance maximum de cinquante mètres des habitations, dépendances, chantiers, ateliers et usines lui appartenant, il sera pourvu au débroussaillage d'office par les soins de l'administration et aux frais du propriétaire ; en outre, si la nature de l'occupation d'un bâtiment d'habitation justifie des précautions particulières pour la protection des vies humaines, l'autorité supérieure peut rendre le débroussaillage obligatoire sur les fonds voisins jusqu'à une distance maximum de cinquante mètres de l'habitation et, éventuellement, y pourvoir d'office par les soins de l'administration et aux frais du propriétaire de cette habitation.
- 2° Qu'après une exploitation forestière, le propriétaire ou ses ayants droit devront nettoyer les coupes des rémanents et branchages et que, s'ils ne le font pas, il y sera pourvu par les soins de l'administration et à leurs frais.
- 3° Qu'en cas de chablis précédant la période à risque dans le massif forestier, le propriétaire ou ses ayants droit doivent nettoyer les parcelles des chicots, volis, chablis, rémanents et branchages en précisant les aides publiques auxquelles, le cas échéant, ils peuvent avoir droit. En cas de carence du propriétaire, l'administration peut exécuter les travaux d'office aux frais de celui-ci. Les aides financières auxquelles le propriétaire peut prétendre sont dans ce cas plafonnées à 50 % de la dépense éligible ; les modalités d'application du présent alinéa sont fixées par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois ;
- 4° De réglementer l'usage du feu dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;
- 5° D'interdire, en cas de risque exceptionnel d'incendie et sur un périmètre concerné :
l'apport et l'usage sur lesdits terrains de tout appareil ou matériel pouvant être à l'origine d'un départ de feu ;

Dans les cas mentionnés aux b, c et d ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit.

En outre, le maire peut :

- 1° Porter de cinquante à cent mètres l'obligation mentionnée au a ci-dessus ;
- 2° Décider qu'après une exploitation forestière le propriétaire ou ses ayants droit doivent nettoyer les coupes des rémanents et branchages ;
- 3° Décider qu'après un chablis précédant une période à risque dans le massif forestier le propriétaire ou ses ayants droit doivent nettoyer les parcelles des chicots, volis, chablis, rémanents et branchages en précisant les aides publiques auxquelles, le cas échéant, ils peuvent prétendre. En cas de carence du propriétaire, le maire peut exécuter les travaux d'office aux frais de celui-ci. Les aides financières auxquelles le propriétaire peut prétendre sont dans ce cas plafonnées à 50 % de la dépense éligible ; les modalités d'application du présent alinéa sont fixées par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2212-1 du code général des collectivités territoriales, le maire assure le contrôle de l'exécution des obligations du présent article.

Le débroussaillage et le maintien en l'état débroussaillé des terrains concernés par les obligations résultant du présent article et de l'article L. 322-1 peuvent être confiés à une association syndicale constituée conformément à la loi du 21 juin 1865 précitée.

Article L322-3-1

(inséré par Loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 art. 6 Journal Officiel du 7 juillet 1992)

Lorsque les travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé doivent, en application des articles L. 322-1 et L. 322-3, s'étendre au-delà des limites de la propriété concernée, le propriétaire ou l'occupant du ou des fonds voisins compris dans le périmètre soumis à une obligation de débroussaillage qui n'exécuteraient pas eux-mêmes ces travaux ne peuvent s'opposer à leur réalisation par celui qui en a la charge.

Article L322-4

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 65 Journal Officiel du 5 décembre 1985)

(Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 art. 32 Journal Officiel du 23 juillet 1987)

(Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 XII Journal Officiel du 11 juillet 2001)

Si les intéressés n'exécutent pas les travaux prescrits en application de l'article L. 322-3, la commune y pourvoit d'office après mise en demeure du propriétaire et à la charge de celui-ci. Les dépenses auxquelles donnent lieu les travaux sont des dépenses obligatoires pour la commune. Le maire émet un titre de perception du montant correspondant aux travaux effectués à l'encontre des propriétaires intéressés. Il est procédé au recouvrement de cette somme au bénéfice de la commune, comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

En cas de carence du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police définis par l'article L. 322-3 et le présent article, le représentant de l'Etat dans le département se substitue à la commune après une mise en demeure restée sans résultat. Le coût des travaux de débroussaillage effectués par l'Etat est mis à la charge de la commune qui procède au recouvrement de cette somme dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Les départements, les groupements de collectivités territoriales ou les syndicats mixtes peuvent contribuer au financement des dépenses laissées à la charge des communes.

Article L322-4-1

(inséré par Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 33 XIII Journal Officiel du 11 juillet 2001)

I. - Afin de définir les mesures de prévention à mettre en œuvre dans les zones sensibles aux incendies de forêt, le représentant de l'Etat dans le département élabore, en concertation avec les conseils régionaux et généraux, les communes et leurs groupements ainsi que les services départementaux d'incendie et de secours intéressés des plans de prévention des risques naturels prévisibles établis en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement.

II. - Dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques d'incendie de forêt visées aux 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 du code de l'environnement, où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles peuvent être autorisées, toute opération nouvelle d'aménagement visée au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme comporte obligatoirement dans son périmètre une bande de terrain inconstructible à maintenir en état débroussaillé isolant les constructions des terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations ou reboisements.

En outre, le plan de prévention des risques d'incendies de forêt peut imposer le débroussaillage et le maintien en l'état débroussaillé des terrains compris dans les zones qu'il détermine en vue de la protection des constructions. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie ou de leurs ayants droit.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 322-3 sont applicables.

Article L322-9

(Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 art. 63 Journal Officiel du 5 décembre 1985)

(Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 art. 2 Journal Officiel du 23 juillet 1987)

(Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 art. 33 Journal Officiel du 23 juillet 1987)

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322, art. 329 Journal Officiel du 23 décembre 1992 en vigueur le 1er mars 1994)

ont punis d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 25 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui ont causé l'incendie des bois, forêts, landes, maquis, plantations et reboisements d'autrui, par des feux allumés à moins de deux cent mètres des terrains, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précautions suffisantes, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence. Ces pénalités

peuvent être portées au double à l'encontre de ceux qui, sachant qu'ils viennent de causer un incendie dans les conditions mentionnées par le présent article, ne sont pas intervenus aussitôt pour arrêter le sinistre et, si leur action était insuffisante, n'ont pas averti immédiatement une autorité administrative ou de police.

Lorsqu'il y a lieu à application des articles 319 et 320 du code pénal à l'encontre de l'auteur de l'une des infractions prévues à l'alinéa précédent, les peines d'amende prévues par ces articles sont portées au double.

Le tribunal peut, en outre, ordonner, aux frais du condamné, la publication intégrale ou par extraits de sa décision ou la diffusion d'un message dont il fixe explicitement les termes, informant le public des motifs et du contenu de sa décision, dans un ou plusieurs journaux qu'il désigne.

ANNEXE 4. CODE DE L'URBANISME – ZONE MONTAGNE

CODE DE L'URBANISME

CHAPITRE V

Dispositions particulières aux zones de montagne

(*L. n° 85-30, 9 janv. 1985, art. 72*)

Art. L. 145-1 .- Les dispositions du présent chapitre sont applicables dans les zones de montagne définies aux articles 3 et 4 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985.

Art. L. 145-2 (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XVIII*). - Les conditions d'utilisation et de protection de l'espace montagnard sont fixées par le présent chapitre.
(*L. n° 95-115, 4 févr. 1995, art. 5-A-XIV*) Les directives territoriales d'aménagement précisant les modalités d'application des dispositions du présent chapitre ou, en leur absence, lesdites dispositions sont applicables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, installations et travaux divers, pour l'ouverture des carrières, la recherche et l'exploitation des minerais, la création de lotissements et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, la réalisation de remontées mécaniques et l'aménagement de pistes, l'établissement de clôtures et les installations classées pour la protection de l'environnement.

SECTION I

Principes d'aménagement et de protection en zone de montagne

Art. L. 145-3 .- I. — (*L. n° 94-112, 9 févr. 1994, art. 21-I et II ; L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 31*) Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition. Les constructions nécessaires à ces activités ainsi que les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée peuvent y être autorisés. Peuvent être également autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission départementale des sites, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage « ou de bâtiments d'estive », ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage « ou de bâtiments d'estive » existants lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière.
(*L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 32*) Lorsque des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorité compétente peut subordonner la réalisation des travaux faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux à l'institution d'une servitude administrative, publiée au bureau des hypothèques, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

II. — Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à

préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

III (L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) « Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants. »

(L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

(L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) Lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, les notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent être interprétées en prenant en compte les critères mentionnés à l'alinéa précédent.

(L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) (L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) Lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ; l'étude est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma ou de plan, à la commission départementale des sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;

b) (L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission des sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante ;

c) (L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 33) Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux ; groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L. 111-1-2, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II. La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnés aux I et II du présent article.

IV. — Le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions

nouvelles.

Leur localisation, leur conception et leur réalisation doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

Art. L. 145-4 (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XI*). - Le périmètre du « schéma de cohérence territoriale » ou du schéma de secteur tient compte de la communauté d'intérêts économiques et sociaux à l'échelle d'une vallée, d'un pays, d'un massif local ou d'une entité géographique constituant une unité d'aménagement cohérent.

(*L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 35*) Le périmètre est publié par arrêté du représentant de l'État dans les conditions définies au IV de l'article L. 122-3.

Art. L. 145-5 .- Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive ; y sont interdits toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements.

(*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 44*) Peuvent être cependant autorisés les bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier, les refuges et gîtes d'étapes ouverts au public « pour la promenade et la randonnée », les installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible et les équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade ou des sports nautiques ainsi que les projets visés au 1° de l'article L. 111-1-2.

(*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XX, 1° ; L. n° 2003-590, 2 juill. 2003, art. 36*) Lorsqu'un « plan local d'urbanisme » est établi, les dispositions du présent article peuvent être adaptées par ce document d'urbanisme pour permettre une extension mesurée des agglomérations ou l'ouverture d'un terrain de camping », ou la réalisation d'un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux, » dans le respect du paysage et des caractéristiques propres à cet espace sensible.

(*L. n° 95-115, 4 févr. 1995, art. 5-A-XVI ; L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XX, 1° et 2°*) Lorsqu'un « schéma de cohérence territoriale » ou un schéma de secteur est établi pour l'ensemble des communes riveraines, ou un « plan local d'urbanisme » si le plan d'eau est situé à l'intérieur du territoire administratif d'une seule commune, les dispositions du présent article peuvent également être adaptées pour permettre la délimitation, à titre exceptionnel, de hameaux nouveaux intégrés à l'environnement. En l'absence des directives territoriales d'aménagement visées à l'article L. 145-7, le schéma directeur ou le schéma de secteur est alors élaboré dans les conditions prévues au deuxième alinéa de « l'article L. 122-8 ».

(*L. n° 94-112, 9 févr. 1994, art. 7*) Les ministres chargés de l'urbanisme et de l'environnement peuvent, à titre exceptionnel, autoriser l'implantation, sur les rives d'un plan d'eau artificiel existant à la date de publication de la loi n° 94-112 du 9 février 1994 portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction, d'une opération d'urbanisation intégrée à l'environnement dont la surface de plancher hors oeuvre nette n'excède pas 30 000 mètres carrés. Cette autorisation est donnée après avis de la commission départementale des sites.

Par exception au champ d'application du présent chapitre, les dispositions des alinéas précédents s'appliquent à l'ensemble des communes riveraines des plans d'eau situés partiellement ou totalement en zone de montagne.

Art. L. 145-6 .- La création de routes nouvelles de vision panoramique, de corniche ou de bouclage, est interdite dans la partie des zones de montagne située au-dessus de la limite forestière, sauf exception justifiée par le désenclavement d'agglomérations existantes ou de massifs forestiers ou par des considérations de défense nationale ou de liaison internationale.

Art. L. 145-7 .- I. — (*L. n° 95-115, 4 févr. 1995, art. 5-A-XVII et L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 17, 1°*) Les directives territoriales d'aménagement prévues par l'article L. 111-1-1 prises en application du présent chapitre « peuvent être établies sur tout ou partie des massifs » définis à l'article 5 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée et peuvent :

1° Adapter en fonction de la sensibilité des milieux concernés les seuils et critères des études d'impact spécifiques aux zones de montagne fixés en application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ainsi que les seuils et critères d'enquête publique spécifiques aux zones de montagne fixés en application de l'article premier de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

2° Désigner les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard, notamment les gorges, grottes, glaciers, lacs, tourbières, marais, lieux de pratique de l'alpinisme, de l'escalade et du canoë-kayak, cours d'eau de première catégorie au sens du 10° de l'article 437 du Code rural et leurs abords, et définir les modalités de leur préservation ;

3° (*L. n° 95-115, 4 févr. 1995, art. 5-A-XVIII*) Préciser en fonction des particularités de chaque massif et dans les conditions prévues à l'article L. 111-1-1, les modalités d'application du paragraphe III de l'article L. 145-3 du présent code.

4° (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 17, 2°*) Préciser, en fonction des particularités de chaque massif, les modalités d'application du I de l'article L. 145-3.

(*L. n° 95-115, 4 févr. 1995, art. 5-A-XVII*) Ces directives sont établies par décret en Conseil d'État après avis ou sur proposition des conseils régionaux intéressés et du comité de massif prévu à l'article 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée.

II. — Les comités de massif peuvent élaborer des recommandations particulières à certaines zones sensibles et, notamment, aux secteurs de haute montagne.

III. — (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 17, 3°*) Des décrets en Conseil d'État, pris après avis du comité de massif et de sa commission permanente, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de documents d'urbanisme concernés et après enquête publique, peuvent définir des prescriptions particulières pour tout ou partie d'un massif non couvert par une directive territoriale d'aménagement, qui comprennent tout ou partie des éléments mentionnés au I.

Art. L. 145-8 .- Les installations et ouvrages nécessaires aux établissements scientifiques, à la défense nationale, aux recherches et à l'exploitation de ressources minérales d'intérêt national, à la protection contre les risques naturels et aux services publics autres que les remontées mécaniques ne sont pas soumis aux dispositions de la présente section si leur localisation dans ces espaces correspond à une nécessité technique impérative.

SECTION II

Unités touristiques nouvelles

Art. L. 145-9 .- Les dispositions de la présente section s'appliquent exclusivement aux unités touristiques nouvelles.

Est considérée comme unité touristique nouvelle toute opération de développement touristique en zone de montagne ayant pour objet ou pour effet :

- soit de créer une urbanisation, un équipement ou un aménagement touristique dans un site encore vierge de tout équipement, aménagement ou construction ;
- soit de créer une urbanisation, un équipement ou un aménagement touristique en discontinuité avec les urbanisations, aménagements ou équipements existants lorsque cela entraîne une modification

substantielle de l'économie locale, des paysages ou des équilibres naturels montagnards ;
— soit d'entraîner, en une ou plusieurs tranches, une augmentation de la capacité d'hébergement touristique de plus de 8 000 mètres carrés de surface de plancher hors oeuvre ou de réaliser, en une ou plusieurs tranches, une extension ou un renforcement significatif des remontées mécaniques.

Un décret en Conseil d'État détermine notamment les seuils financiers périodiquement réévalués, à partir desquels, selon le cas, cette extension ou ce renforcement significatif est considéré comme unité touristique nouvelle. Il détermine également la procédure applicable en cas d'urgence au remplacement des remontées mécaniques devenues inutilisables.

(*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, III*) Une unité touristique nouvelle ne peut être réalisée que dans une commune disposant d'un « plan local d'urbanisme » opposable aux tiers.

Le programme d'une unité touristique nouvelle doit, en tant que de besoin, contenir des dispositions pour le logement des salariés de la station et pour l'accueil et l'accès aux pistes des skieurs « à la journée » non résidents.

Art. L. 145-10 .- A l'exception du III de l'article L. 145-3, les dispositions de la section première du présent chapitre et les dispositions du chapitre II du titre III de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée sont applicables aux unités touristiques nouvelles.

Art. L. 145-11 (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XI*). - En l'absence de « schéma de cohérence territoriale » ou de schéma de secteur approuvé, la création d'une unité touristique nouvelle est autorisée par le représentant de l'État mentionné à l'article 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée. Le projet est, au préalable, mis à la disposition du public et soumis pour avis à la commission spécialisée prévue par l'article 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée. L'autorisation devient caduque si, dans un délai de quatre ans à compter de la notification au bénéficiaire, les équipements et les constructions autorisés dans le projet n'ont pas été entrepris. Ce délai s'applique aux opérations autorisées antérieurement à la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée au terme d'un délai d'un an à compter de sa publication.

Art. L. 145-12 (*L. n° 2000-1208, 13 déc. 2000, art. 202, XXI*). - Lorsqu'un projet d'unité touristique nouvelle concerne un territoire couvert par un « schéma de cohérence territoriale » ou un schéma de secteur approuvé et que ce schéma n'en prévoit pas la création, le représentant de l'État dans le département peut, à la demande de la commune ou du groupement de communes concerné et après avis de la commission spécialisée du comité de massif, demander la modification du schéma.

Art. L. 145-13 .- Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application de la présente section.

ANNEXE 5. **ELEMENTS POUR UN ZONAGE AGRO - SYLVO
PASTORAL**

ELEMENTS POUR UN ZONAGE AGRO-SYLVO PASTORAL

Les éléments de base de cette cartographie peuvent être considérés comme globalement fiables.

Néanmoins l'urbanisation récente n'est pas reportée de même que les modifications du couvert végétal liées principalement aux incendies et à l'abandon de certaines cultures.

ESPACE PASTORAL AMELIORABLE

- Faible pierrosité de surface et pente < 50 % permettant la mécanisation
- Végétation ligneuse haute claire ou nulle

PAR INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION HERBAGERE :

Les POTENTIALITÉS PASTORALES sont appréciées sur le terrain par la charge en Unités Ovines CorSES (U.O.C., environ 360 U.F.) par hectare et par an attendue sur chaque zone au bout de 3 ans d'amélioration pastorale sans labours. (Pour d'autres types d'animaux, voir tableau d'équivalence de charge dans la notice). Quatre niveaux de productivité ont été distingués au sein de chaque type de parcours.

TYPES DE PARCOURS		POTENTIALITÉS PASTORALES			
	UF/ha/an ~ U.O.C/ha/an	2800 7-8	2000 5-6	1200 3-4	600 1-2
P	Parcours non boisés impropres au labour	P1	P2	P3	P4
PB	Parcours à aménager en pré-bois couvert arboré clair	PB1	PB2	PB3	PB4
CP	Parcours non boisés éventuellement cultivables - pente inférieure à 15 %	CP1	CP2	CP3	CP4
CPB	Parcours à aménager en bocage avec haies vives et parcelles cultivables	CPB1	CPB2	CPB3	CPB4

NOTA : Les zones susceptibles d'être cultivées sont recensées en CP, CPB, PB-c (*) et XY-c (*). Les risques d'érosion étant considérables (pente et/ou instabilité structurale des sols), les interventions brutales (décapage, sous-solage) sont à proscrire.

- ...t indique un aménagement du terrain en terrasses (à préserver).
- ...+ indique la proximité de la nappe phréatique et généralement un mauvais drainage (*).
- PB-c parcours faiblement boisés susceptibles d'être cultivés en respectant les arbres (*)

ACTUEL

• Sens restreint : S.A.U. cultivée

 Cultures herbacées

 Vergers

 Jardins

 Vignes


ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

• Zones à végétation claire ou nulle
et zones urbanisées


 Rochers

 Zones érodées, sol nu

 Dunes, plages

 Espace urbain, villes, villages,
hameaux

 Plans d'eau

 Espace péri urbain, lotisse-
ments, cimetières, stades,
zones industrielles


ESPACE DE RESERVE


Parcours difficiles à aménager pou-
vant évoluer vers la forêt ou être
reboisés.


• Forte pierrosité de surface et/ou pente
> 50 % ou bien contraintes diverses
s'opposant à la mécanisation
• Végétation ligneuse haute (h > 2 m)
de recouvrement < 25 %.


ZONES D'ALTITUDE MODÉRÉE

ZONES D'ESTIVE


 Petits maquis : Cistaies
généralement et pelouses
plus ou moins dégradées

 Landes rases de Genêt de
Lobel, Genévrier nain...
et pelouses d'altitude

 Hauts maquis d'Arbousier
Bruyère, Lentisque,
Calycotome...

 Hautes landes montagnardes

 Aulnaies odorantes

 Végétation basse des lieux humides

INDICES DE RÉGÉNÉRATION FORESTIÈRE SPONTANÉE

(% couvert par les rejets et plants d'essences forestières)

→ O aucune régénération

→ XY II de 5 à 25 % de régénération

→ XY I moins de 5 % de régénération → XY III plus de 25 % de régénération

XY représente les sigles des essences forestières en voie de régénération
(voir index)
Lorsque la régénération dépasse 5 % elle est indiquée par une trame en
surcharge

 résineux

 feuillus

ESPACE FORESTIER ACTUEL

Sens large : végétation ligneuse
haute de recouvrement > 25 %

(Voir en outre les zones sylvo-pastorales PB et CPB au couvert arboré clair).













FORMATIONS VÉGÉTALES FORESTIÈRES (Cf. code écologique du C.E.P.E)

CODE	RECOUVREMENT DES STRATES EN %	LIGNEUSE HTE (≥ 2 m)	LIGNEUSE BAS. (< 2 m)	HERBACÉE
1	Forêts denses	75 - 100	0 - 100	0 - 100
2	Forêts assez claires	50 - 75	0 - 100	0 - 100
3	Forêts claires (sur rochers)	25 - 50	0 - 25	0 - 25
6	Maquis et landes arborées	25 - 50	25 - 100	0 - 25
7	Forêts claires débroussaillées	25 - 50	0 - 25	25 - 100
9	Parcours arborés et embroussaillés	25 - 50	25 - 100	25 - 100

ESSENCES FORESTIÈRES DOMINANTES : siglées XY (voir index)

REPRÉSENTATION DES PEUPELEMENTS FORESTIERS

PEUPELEMENTS

	Code des formations végétales	1	2	3-6-7-9
• Peuplements de feuillus à dominance d'arbres à feuilles caduques				
• Peuplements de feuillus à dominance d'arbres toujours verts				
• Peuplements purs (ou à dominance) de résineux				
• Peuplements mixtes à dominance de feuillus				



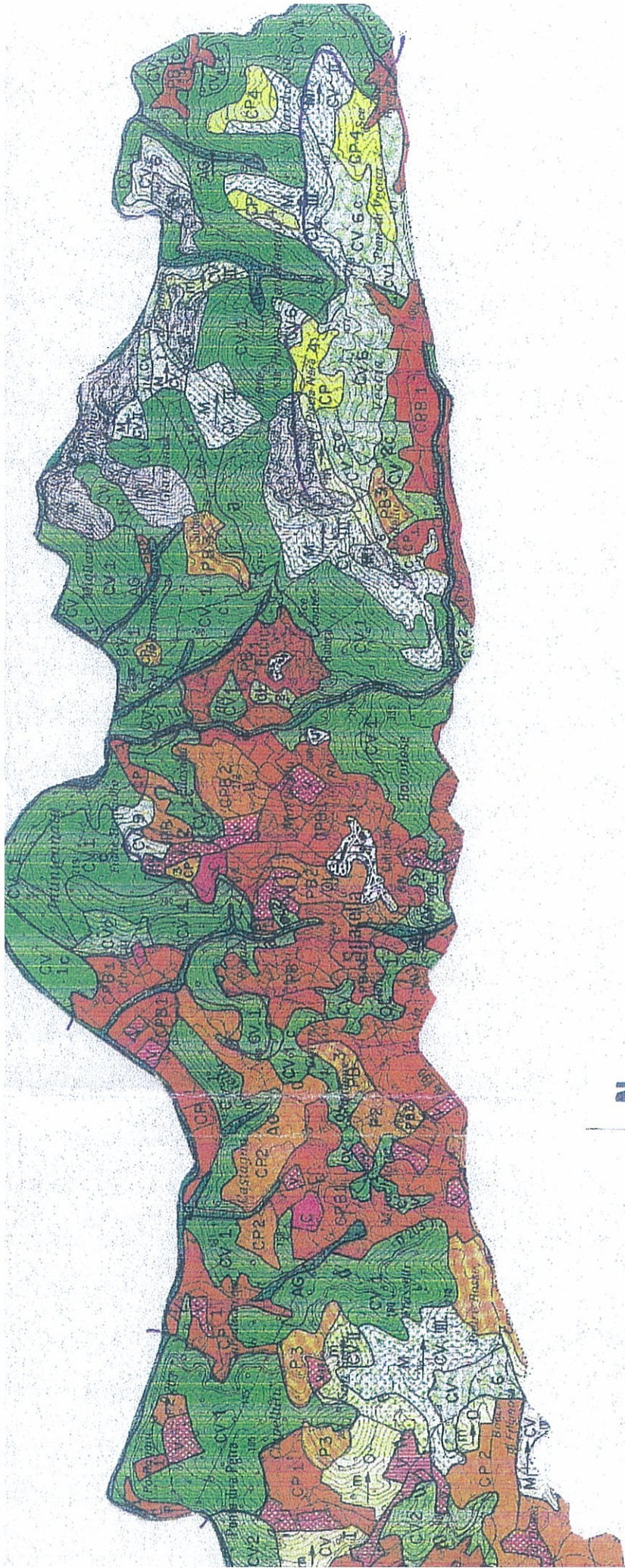
Ripisylves : (forêts de bord de rivière) sigles forestiers sans code de formations végétales

XY...-c

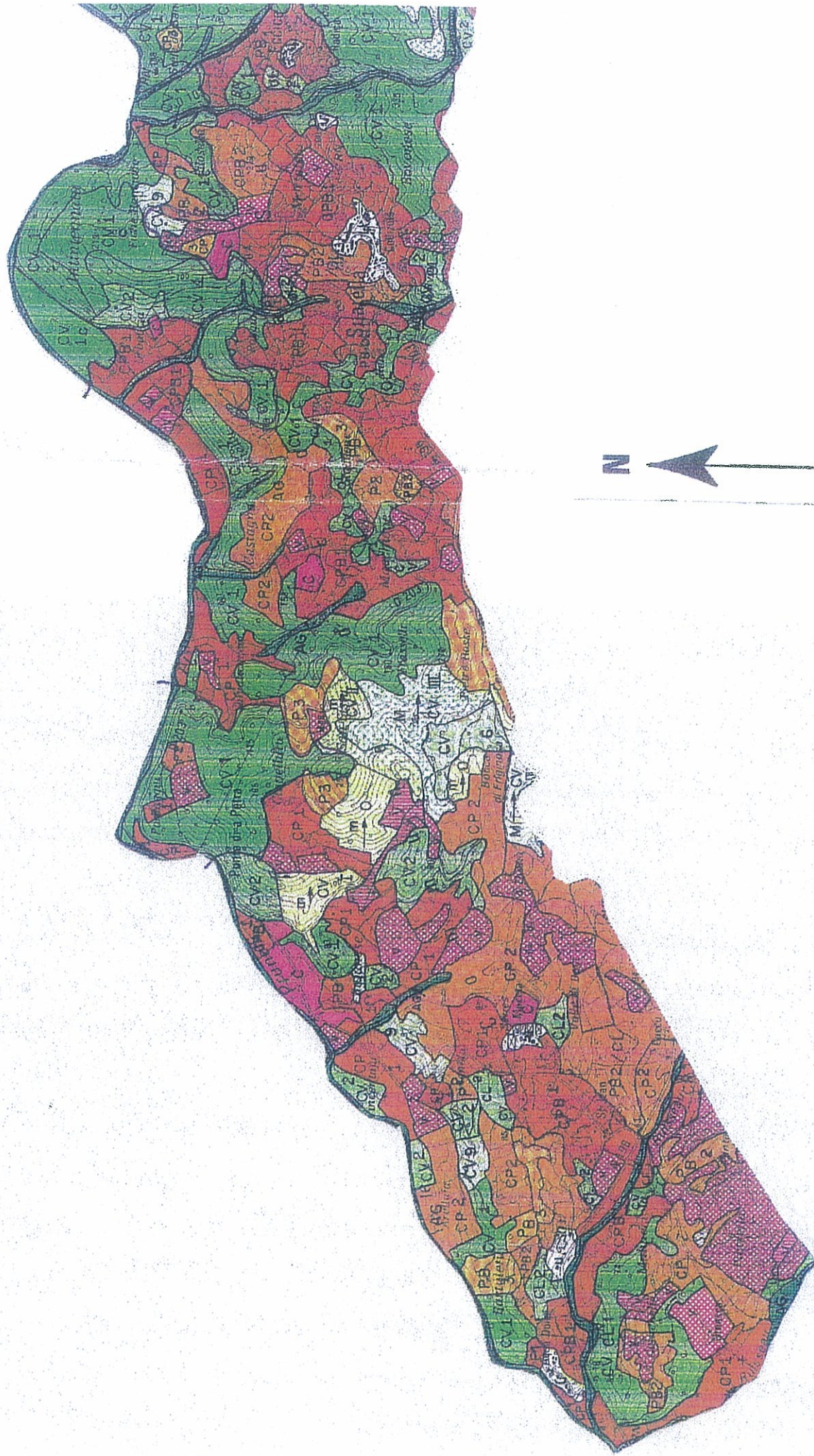
Zones susceptibles d'être défrichées et cultivées au sein des forêts actuelles (pente < 15-20 %, pierrosité faible). (*)

XY...-p

Zones forestières se prêtant à une intensification de la production herbagère par aménagement en pré-bois, en pratiquant des éclaircies. (*)



1:50,000



**ANNEXE 6. ARRETE 99-1576 PREVENTION DES RISQUES
D'INONDATION**

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

Service de l'Aménagement de l'Urbanisme et l'Habitat

ARRETE N°99/1576

Approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le
territoire des communes de BASTELICACCIA – CAURO – ECCICA-SUARELLA
– GROSSETO-PRUGNA – OCANA
« BASSIN VERSANT DU PRUNELLI »

*LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR ;*

VU la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles 40.1 à 40.7,

VU la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, modifiant la loi 87.565 du 22.07.87 précitée,

VU le programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles, réalisé en 1994 par le Ministère de l'Environnement pour la Corse du Sud,

naturels prévisibles répertoriant la vallée du PRUNELLI comme bassin prioritaire de risque,

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 Avril 1996 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire des communes de BASTELICACCIA - CAURO - ECCICA-SUARELLA - GROSSETO-PRUGNA - OCANA - ("Bassin versant du Prunelli") -

VU l'étude hydraulique réalisée par le bureau d'études BCEOM en 1996, ayant conduit à la délimitation des zones inondables dans la vallée du Prunelli (Etude BCEOM Juillet 1996),

VU l'avis du Conseil Municipal de BASTELICACCIA exprimé par délibération du 12 Février 1999,

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de la Corse du Sud en date du 5 Mars 1999,

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 Avril 1999 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques d'inondation dans le bassin versant du PRUNELLI,

VU le rapport et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 - Le plan de prévention des risques d'inondation du bassin versant du PRUNELLI est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

des communes de BASTELICACCIA - CAURO - ECCIA-SUARELLA - GROSSETO-PRUGNA et OCANA, sur le territoire desquelles le plan est applicable.

Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public en préfecture et dans chaque mairie concernée - Cette mesure de publicité fera l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus aux alinéas précédents.

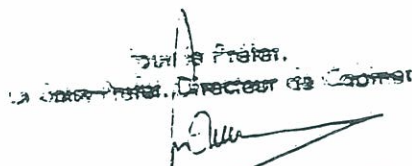
ARTICLE 3 - MM. Le SOUS-PREFET, Directeur de Cabinet, les Maires de BASTELICACCIA - CAURO - ECCIA-SUARELLA - GROSSETO-PRUGNA et OCANA sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs :

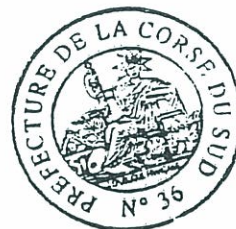
- Le Secrétaire Général de la Préfecture
- Le Directeur Régional et Départemental de l'Equipement
- Le Directeur Départemental Adjoint au Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt, chargé des affaires départementales
- Le Directeur Régional de l'Environnement
- Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
- Le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corse du Sud.

Fait à Ajaccio, le **14 SEP. 1999**
LE PREFET,

Pour Ampliation
le Préfet et par Délégation
le Chef de Service


Jean-Paul UNGERMAN


Jean-François LANCICRUX

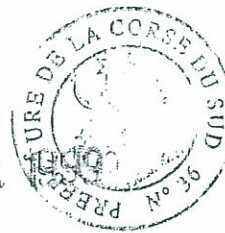


**PLAN DE PREVENTION DU RISQUE
D'INONDATION DANS LA VALLEE DU PRUNELLI**

REGLEMENT

VOUS POUR ÊTRE ANNEXE À LA ...

PREFECTORAL N° 99/1576 PU 14 SEP. 1999



TITRE 1 - PORTEE DU P.P.R - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions réglementaires du PPR énumérées ci-après précisent les mesures d'interdiction, de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que les prescriptions particulières des zones directement ou indirectement exposées au risque inondation.

Ces mesures consistent à limiter les dommages causés par l'inondation sur les biens et les activités existants, d'éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur. Le principe de ces dispositions est d'interdire toute nouvelle construction en zone inondable et de préserver les champs d'expansion des crues.

Les conditions d'occupation du sol sont précisées pour les trois zones du périmètre de risque inondation définies dans la note de présentation et reportées sur les cartes de zonage réglementaire du PPR.

- 1 - ZONE D'ALEA MODERE
- 2 - ZONE D'ALEA FORT
- 3 - ZONE D'ALEA TRES FORT

ARTICLE 2 - EFFETS DU PPR -

Le plan de prévention des risques approuvé par le Préfet vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 Juillet 1987.

En conséquence, il doit être annexé aux plans d'occupation des sols des communes situées dans son champ territorial.

L'annexion du PPR au POS se fait à l'initiative de l'autorité responsable de la réalisation du POS. A défaut, l'article L. 126.1 du Code de l'Urbanisme fait obligation au Préfet de mettre en demeure cette autorité d'annexer le PPR au POS et, si cette injonction n'est pas suivie d'effet, de procéder d'office à l'annexion.

Le non respect des dispositions du plan de prévention des risques d'inondation approuvé est passible de sanctions pénales prévues à l'article L.480.4. du Code de l'Urbanisme.

TITRE II - REGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX

(Article 40-1, 1° et 2° de la loi)

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ALEA MODERE -

Principe : Améliorer la sécurité des personnes et des biens et prescrire des mesures pour rendre "acceptable" le risque encouru par les nouvelles constructions.

La zone classée en aléa modéré est une zone pour laquelle l'aléa peut être considéré comme acceptable pour admettre certaines occupations et utilisations du sol sous réserve toutefois de prescriptions spéciales.

ARTICLE I - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations d'utilisation du sol **non prévues à l'article 2** ci-après et notamment :

- Toute construction ou installation nouvelle -
- Les lotissements -
- Les sous-sols, à l'exception des vides sanitaires dont la hauteur n'excède pas 0,80 m -
- Les stations d'épuration par lagunage -
- Les décharges de quelque sorte que ce soit -
- Le stockage de produits polluants sauf pour les installations existantes (V - titre III - prescriptions obligatoires).
- Les clôtures végétales ou grillage , les murs d'enceinte. -
- Les plantations de haies -
- Les autorisations de défrichement peuvent être refusées lorsque la conservation du bois ou le maintien de la destination forestière sont reconnus nécessaires (article L.311.3 alinéas 1-2-3 du Code forestier).
- Les digues et remblais à l'exception de ceux prévus à l'article 2 ci-après.

- ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS :

Sont admis, sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10-III de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau :

Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, par exemple la pose de lignes et de câbles, les prises d'eau, les voies de communication, etc..., à condition de ne pas rehausser des lignes d'eau et de ne pas entraver l'écoulement des crues, ou modifier les périmètres exposés.

- Les coupes et abattages d'arbres ou de haies.
- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque d'inondation.
- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements, à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.
- Les clôtures, sous réserve qu'elles soient constituées d'un maximum de cinq fils avec poteaux distants de deux mètres au moins de manière à permettre le libre écoulement des eaux.

Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque existant, soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article 31 de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES SUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS

Sont admis :

- Les travaux usuels d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes, à condition toutefois de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments, le nombre de logements ou la capacité d'accueil en terme de population et de ne pas aggraver les risques et leurs effets. Il s'agit :

- *d'aménagements internes sans changement de destination ;*
- *du traitement des façades ;*
- *de la réfection des toitures.*

ANNEXE 7. ZONE D'ASSAINISSEMENT – ETUDE TPA PHASE I
ET II

Pour mémoire